

Département d'histoire  
Faculté des sciences humaines  
Université de Sherbrooke

Ces adultes qui entraînent les jeunes dans le vice... Le profil des adultes ayant comparu  
devant la Cour de Bien-Être social du district de Saint-François (1950-1977)

Par  
Jules-Valéry Perras-Foisy  
Mémoire présenté pour obtenir  
La Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

Janvier 2018

## RÉSUMÉ

Depuis la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les gouvernements canadien et québécois s'efforcent de modifier les dispositifs judiciaires et sociaux pour protéger et réformer les enfants considérés comme délinquants. Dans les années 1950, le Québec effectue une réorganisation complète des tribunaux juvéniles, transférant alors la compétence juridique de la Cour des jeunes délinquants à la Cour de Bien-Être social (CBES). C'est sur cette dernière institution que porte notre recherche. La période visée va de 1950 à 1977, soit la durée de vie complète de ce tribunal particulier.

Notre mission au cœur de cette étude est de réfléchir sur l'évolution du traitement de la délinquance juvénile en analysant exclusivement le profil des adultes qui comparaissent devant la Cour de Bien-Être social du district de Saint-François en vertu de la *Loi concernant les jeunes délinquants* (LJD). En examinant les archives de cette CBES, nous abordons donc la question suivante : quel traitement la Cour réservait-elle à ces adultes judiciairisés et comment évolue le profil de cette population spécifique entre 1950 et 1977?

En nous appuyant sur les informations disponibles dans les dossiers judiciaires de la CBES de Saint-François, nous observons que le profil type et le traitement des adultes accusés se transforment considérablement avec le tournant de la Révolution tranquille. Dès 1960, les cas les plus lourds de la justice juvénile (violence juvénile, délits à caractère sexuel, etc.) sont de plus en plus présents au sein de la Cour et le traitement judiciaire devient beaucoup plus systématique et subtil dans sa démarche.

(Mots-clés : adultes accusés; CBES; LJD; traitement judiciaire; délinquance juvénile; district de Saint-François; justice juvénile; profil)

## REMERCIEMENTS

La première personne que je souhaite remercier pour sa patience, sa persévérance, ses nombreux conseils et ses encouragements dans ce projet mémorable est ma directrice de recherche Louise Bienvenue.

Ensuite, merci à mes lecteurs Harold Bérubé et Léon Robichaud d'avoir accepté d'évaluer ce mémoire. Je souhaite également remercier les membres du personnel de Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Sherbrooke (Julie, France et Hélène) qui m'ont assisté lors de mes recherches dans les archives judiciaires. Aussi, merci à ma correctrice Françoise Nozati, qui, avec ses judicieux conseils, fut cruciale à la réussite de cette recherche.

Je souhaite aussi remercier mes amis et collègues de Sherbrooke qui m'ont accompagné et encouragé tout au long de ces longues heures de rédaction dans les bureaux de l'Université et qui ont vécu à mes côtés une expérience incroyable. Une pensée spéciale à Amy, Mathieu, Alexandre, Cédrik, Jonathan, Jean-Simon, Pascal, François et Guss.

Finalement, merci à mes parents, Nicole et Daniel, mes frères, Antonin et Arnau, et le reste de la famille, Leigh, Marilou, Marie-Renée, Grégory, Mathieu et Andréanne, les personnes de Gatineau et de Granby qui m'ont supporté lors des périodes difficiles et qui n'ont jamais douté de la réussite de cette recherche.

## TABLES DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
BILAN HISTORIOGRAPHIQUE.....	2
1- <i>L'étude des rôles parentaux.....</i>	3
2- <i>Les travaux sur la protection de la jeunesse.....</i>	7
3- <i>L'histoire de la justice pour mineurs (lois et pratiques des tribunaux).....</i>	10
PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES.....	14
LE CORPUS DE SOURCES ET LA MÉTHODOLOGIE.....	16
 <b>CHAPITRE 1. L'IMPLANTATION D'UNE « NOUVELLE » JUSTICE POUR MINEURS ENTRE 1950 ET 1959 : LES ACTIVITÉS DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL À L'ÉGARD DES ADULTES.....</b>	<b>20</b>
1- LES DÉBUTS DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL DU DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS .....	22
2- LA PRÉSERVATION DE L'UNITÉ FAMILIALE .....	32
3- L'ÉCART ENTRE THÉORIE ET PRATIQUE AU SEIN DE LA CBES DE SAINT-FRANÇOIS .....	42
CONCLUSION.....	46
 <b>CHAPITRE 2. LES ADULTES DEVANT LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL ENTRE 1960 ET 1969.....</b>	<b>47</b>
1- LE PORTRAIT GENERAL DES CAS D'ADULTES COMPARAISANT DEVANT LA CBES DU DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS.....	48
2- LE TYPE D'INFRACTIONS COMMISES PAR LES ADULTES DE LA CBES .....	52
3- DANS UN MONDE EN ÉVOLUTION : LA QUESTION DU GENRE ET DES RÔLES PARENTAUX .....	57
4- LES DÉCISIONS RENDUES PAR LES JUGES DE LA CBES DE SAINT-FRANÇOIS.....	64
5- LA NATURE DES CONDAMNATIONS JUDICIAIRES DE LA CBES .....	68
CONCLUSION.....	71
 <b>CHAPITRE 3. LES DERNIÈRES ANNÉES DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL (1970-1976) : UNE JUSTICE EN TRANSITION.....</b>	<b>72</b>
1- LES DERNIÈRES AFFAIRES JUDICIAIRES DE LA CBES DU DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS .....	74
2- LES INFRACTIONS COMMISES PAR LES ADULTES AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES DE LA CBES .....	79
3- L'ÉVOLUTION DES NORMES RELATIVES AU GENRE ET AUX RÔLES PARENTAUX AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES DE LA CBES .....	84
4- LES DERNIÈRES DÉCISIONS RENDUES PAR LES JUGES DE LA CBES DE SAINT-FRANÇOIS.....	92
5- LES DERNIERS JUGEMENTS DE LA CBES DE SAINT-FRANÇOIS .....	96
CONCLUSION.....	99
 <b>CONCLUSION.....</b>	<b>100</b>
 <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>104</b>
 <b>ANNEXE.....</b>	<b>110</b>

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1.1</b> : Distribution des dossiers judiciaires d'adultes de la CBES selon les arrondissements urbains et ruraux du district de Saint-François, 1950-1959 .....	24
<b>Tableau 1.2</b> : Proportion des dossiers d'adultes à la CBES du district de Saint-François, 1950-1959 .....	25
<b>Tableau 1.3</b> : Répartition des casiers judiciaires d'adultes selon les articles de lois, Saint-François, 1950-1959 .....	27
<b>Tableau 1.4</b> : Distribution des hommes et des femmes incriminés selon les infractions réalisés, Saint-François, 1950-1959 .....	33
<b>Tableau 1.5</b> : Distribution des adultes accusés comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le genre, 1950-1969 .....	35
<b>Figure 1.1</b> : Répartition des dossiers judiciaires selon la nature des conflits, Saint-François, 1950-1959.....	39
<b>Tableau 1.6</b> : Distribution des hommes et des femmes accusés selon les sentences, Saint-François, 1950-1959 .....	43
<b>Tableau 1.7</b> : Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon les rapports rédigés, 1950-1959.....	455
<b>Tableau 2.1</b> : Proportion des dossiers d'adultes à la CBES, 1950-1969 .....	49
<b>Tableau 2.2</b> : Distribution des dossiers judiciaires d'adultes de la CBES selon les arrondissements urbains et ruraux du district de Saint-François, 1950-1969 .....	51
<b>Tableau 2.3</b> : Distribution des adultes selon les articles de lois de la LJD en vertu desquels ils comparaissent à la CBES de Saint-François, 1950-1969 .....	54
<b>Tableau 2.4</b> : Répartition de la population d'adultes accusés selon l'infraction commise dans la CBES de Saint-François, 1950-1969 .....	55
<b>Tableau 2.5</b> : Distribution des adultes accusés comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le genre, 1950-1969 .....	58
<b>Tableau 2.6</b> : Distribution des adultes accusés traduits devant la CBES du district de Saint-François selon la nature de la relation entre l'accusé et la victime, 1960-1969 .....	60
<b>Tableau 2.7</b> : Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon l'âge des accusés, 1960-1969 .....	63

<b>Tableau 2.8 :</b> Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le plaidoyer des accusés, 1950-1969 .....	65
<b>Tableau 2.9 :</b> Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon les rapports rédigés, 1950-1969.....	67
<b>Tableau 2.10 :</b> Distribution des cas d'adultes accusés comparaissant devant la CBES de Saint-François selon les jugements du juge, 1950-1969 .....	69
<b>Tableau 3.1 :</b> Proportion des dossiers d'adultes à la CBES, 1950-1976 .....	75
<b>Tableau 3.2 :</b> Distribution des dossiers judiciaires d'adultes de la CBES selon les arrondissements urbains et ruraux du district de Saint-François, 1950-1976 .....	77
<b>Tableau 3.3 :</b> Distribution des adultes comparaissant devant la CBES de Saint-François selon les articles de lois de la LJD en vertu desquels ils comparaissent, 1950-1976 .....	80
<b>Tableau 3.4 :</b> Répartition de la population d'adultes accusés selon l'infraction commise dans la CBES de Saint-François, 1950-1976 .....	82
<b>Tableau 3.5 :</b> Distribution des adultes accusés comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le genre, 1950-1976 .....	85
<b>Tableau 3.6 :</b> Distribution des adultes traduits devant la CBES du district de Saint-François selon la nature de la relation entre l'accusé et la victime, 1970-1976.....	88
<b>Tableau 3.7 :</b> Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon l'âge des accusés, 1960-1976 .....	91
<b>Tableau 3.8 :</b> Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le plaidoyer des accusés, 1950-1976 .....	93
<b>Tableau 3.9 :</b> Proportion de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François incluant un rapport de spécialiste, 1950-1976 .....	95
<b>Tableau 3.10 :</b> Distribution des cas d'adultes accusés comparaissant devant la CBES de Saint-François selon les jugements du juge, 1950-1976 .....	97

## INTRODUCTION

Au sein de la société canadienne, la délinquance juvénile demeure un sujet fort controversé. Depuis la deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle, les législateurs canadiens et québécois s'efforcent de modifier les dispositifs judiciaires et sociaux pour protéger et réformer les enfants considérés comme délinquants. Ces réformateurs souhaitent alors instaurer une justice pour mineurs qui soit non seulement distincte de celle des adultes, mais qui s'oriente aussi vers la réhabilitation plutôt que le châtiment<sup>1</sup>.

Dans les années 1950, le gouvernement du Québec effectue une réorganisation complète des tribunaux juvéniles, transférant la compétence judiciaire des anciennes Cours des jeunes délinquants (CJD)<sup>2</sup> vers les Cours de Bien-Être social (CBES)<sup>3</sup>. Instituées d'abord dans les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Saint-François (Sherbrooke), les Cours de Bien-Être social possèdent le mandat de prévenir les problèmes de négligence, d'abandon, de maltraitance et de délinquance dans l'environnement social et familial des enfants et des adolescents (des personnes mineures)<sup>4</sup>. De 1950 à 1977, soit la durée de vie complète de ces tribunaux, l'intervention des CBES a permis la prise en charge d'affaires touchant non seulement les mineurs en besoin de protection ou considérés comme délinquants, mais aussi les adultes accusés de commettre des actes favorisant, chez leurs propres enfants ou les

---

<sup>1</sup> En 1908, le gouvernement fédéral adopte la *Loi concernant les jeunes délinquants* (LJD), faisant de la population juvénile un groupe qui, par sa vulnérabilité, doit être considéré de manière distincte des adultes.

<sup>2</sup> Les Cours des jeunes délinquants furent mises en place à Montréal en 1912 et à Québec en 1940.

<sup>3</sup> Frédéric Moisan, « Le traitement judiciaire des jeunes délinquants à la Cour de Bien-Être social pour le district de St-François, 1950-1977 », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2011, p. 01.

<sup>4</sup> Renée Joyal, *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 199.

jeunes qui les entourent, la délinquance. En effet, un rapide panorama de l'activité judiciaire de la CBES de Saint-François révèle d'emblée une grande attention portée aux adultes accusés de contrevenir aux articles de la *Loi concernant les jeunes délinquants* (LJD). Nous constatons qu'il faut attendre jusqu'en 1960, à l'aube de la Révolution tranquille, pour que la population devienne de plus en plus critique à l'égard des mesures judiciaires, obligeant éventuellement l'État à intervenir davantage dans l'environnement social et familial des enfants<sup>5</sup>. Notre étude consiste donc à réfléchir sur l'évolution du traitement de la délinquance juvénile en analysant principalement le profil des adultes traduits à la CBES en vertu de la LJD et le traitement que la justice leur réserve.

### **Bilan historiographique**

Pour mener à bien ce mémoire, il convient d'examiner attentivement les travaux susceptibles d'éclairer les enjeux soulevés dans notre recherche. Dans les écrits contemporains portant sur les Cours de justice spécialisées pour mineurs, l'intérêt est presque essentiellement porté sur le bien-être physique et psychologique des enfants, omettant l'analyse détaillée des cas d'adultes incriminés. Cependant, plusieurs études historiques nous apportent un éclairage précieux sur les mentalités qui prévalent et sur les façons d'envisager les responsabilités familiales et judiciaires entre 1950 et 1977. Afin de rendre compte des principales recherches qui ont nourri notre réflexion, nous avons séparé en trois thématiques les travaux utilisés en guise de références, à savoir les rôles parentaux, la protection de l'enfance et les lois et pratiques des tribunaux spécialisés de la jeunesse.

---

<sup>5</sup> Renée Joyal, *op.cit.*, p. 174.



## 1- L'étude des rôles parentaux

Pour commencer, il importe de bien connaître l'évolution des rôles parentaux pour comprendre le sort réservé par la CBES aux adultes jugés inadéquats envers les enfants. En examinant la structure familiale et les normes parentales, les auteurs ont observé et analysé pour la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une évolution du rôle des figures paternelle et maternelle au sein de la société canadienne et québécoise.

### 1.1 L'évolution de la paternité québécoise

À l'intérieur de la cellule familiale, la figure paternelle joue un rôle fondamental dans l'épanouissement éducatif, relationnel et identitaire des enfants. Or, malgré les développements récents et intéressants au sein de l'historiographie canadienne et québécoise sur le sujet, les chercheurs se sont encore peu attardés sur le rôle des hommes à l'intérieur de la famille<sup>6</sup>. En effet, la majorité des études portant sur la famille se concentrent presque exclusivement sur la situation des mères et de leurs enfants. Il faut attendre le développement de l'histoire du genre, dans les années 1990, pour que les historiens canadiens et québécois portent un nouveau regard sur la paternité<sup>7</sup>.

Peter Gossage a souligné l'importance nouvelle des réflexions sur la paternité dans l'historiographie. Dans sa lecture comparative de la littérature canadienne et québécoise, celui-ci donne un bon aperçu du développement historiographique de la paternité nord-américaine au cours du XX<sup>e</sup> siècle et des diverses catégories utilisées par

---

<sup>6</sup> C'est ce qu'observe Michelle Roy dans son étude : « L'évolution de la figure paternelle dans les publicités du journal sherbrookoise, *La Tribune*, au XX<sup>e</sup> siècle », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2007, p. 4.

<sup>7</sup> Voir notamment : Edith Deleury, « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité », *Les Cahiers de droit*, vol. 15, n° 4 (1974), p. 779-870 ; Jean Delumeau et Daniel Roche, *Histoire des pères et de la paternité*, Paris, Larousse, 2000, 535 p. ; Vincent Duhaime, « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (printemps 2004), p. 535-566 ; Cynthia Comacchio, « 'A Poscript for Father': Defining a New Fatherhood in Interwar Canada », *The Canadian Historical Review*, vol. 73, n° 3 (sept. 1997), p. 385-408.

les auteurs pour indiquer les évolutions<sup>8</sup>. Pour Gossage, il semble assez clair que l'historiographie canadienne et québécoise de la paternité du XX<sup>e</sup> siècle a été influencée par trois champs internationaux, soit l'histoire du genre de manière générale, les études de la masculinité et l'histoire de la paternité nord-américaine, produisant ainsi plusieurs travaux particulièrement sensibles à la politique, au patriarcat et à l'oppression des femmes.

Quelques années auparavant, Michelle Roy s'était aussi intéressée aux changements dans la paternité dans le Québec du XX<sup>e</sup> siècle. Dans son mémoire de maîtrise, l'auteure s'intéresse essentiellement à l'évolution de la représentation de la figure paternelle dans la publicité québécoise, entre 1920 et 1995<sup>9</sup>. Roy en vient à la conclusion que la représentation de la figure paternelle au XX<sup>e</sup> siècle a connu une importante évolution, passant de la domination de la figure du père pourvoyeur, entre 1920 et 1955, à la présence du modèle du père éducateur, entre 1960 et 1975, aboutissant finalement avec le développement du père affectif, entre 1980 et 1995. Cette étude nous permet alors de croiser l'image de la figure paternelle observée dans les publicités avec celle qui se dégage de l'exercice des tribunaux et, en particulier, de la CBES de Saint-François. De même, sa recherche nous aide à analyser l'évolution des délits commis par les pères et des sentences qu'ils reçoivent, au cours d'une période où le rôle paternel est en pleine mutation.

### 1.2 L'évolution historique du rôle de la mère québécoise

De façon concomitante au développement de l'historiographie sur la masculinité et la paternité, plusieurs auteurs se sont penchés sur l'évolution des normes familiales

---

<sup>8</sup> Peter Gossage, « Au nom du père ? Rethinking the History of Fatherhood in Quebec », *American Review of Canadian Studies*, vol. 44, n° 1 (2014), p. 49-67.

<sup>9</sup> Michelle Roy, *op. cit.*, 174 p.

canadiennes et québécoises par l'étude du rôle de la figure maternelle<sup>10</sup>. En effet, avec l'évolution de la condition féminine dans les années 1960 et 1970, les historiens s'engagent dans un nouvel examen du rôle des femmes dans le fonctionnement de la cellule familiale. On retrouve comme pionniers Philippe Garigue et Renée B. Dandurand, véritables précurseurs de ce champ de recherche.

*La vie familiale des Canadiens français* de Philippe Garigue est une étude fondamentale dans l'historiographie de la famille. Examinant la situation sociale de la famille canadienne-française avant les années 1960, Garigue est un des premiers chercheurs à affirmer que l'importance des mères canadiennes-françaises ne se comprend que si on les considère comme « un des instruments de la “continuité” entre les différents stades sociologiques par lequel est passé le Canada français, à savoir la création sociale de la Nouvelle-France, le repli social du Québec, ainsi que l'urbanisation et l'industrialisation de la province<sup>11</sup> ». À travers l'analyse de 228 familles canadiennes-françaises, l'étude de Garigue est non seulement en mesure d'examiner les mentalités et la structure familiale relativement au rôle des mères canadiennes-françaises entre 1940 et 1960, mais il donne ainsi une véritable impulsion à l'histoire de la famille au Québec.

Également, Renée B. Dandurand apporte un aperçu intéressant des transformations qui ont secoué la situation sociale des mères québécoises depuis les années 1960, notamment celles qui touchent les conditions quotidiennes de vies des

---

<sup>10</sup> Voir notamment : Mona Gleason, « Disciplining Children, Disciplining Parents: The Nature and Meaning of Advice to Canadian Parents, 1945-1955 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 29, n° 57 (1996), p. 197-209 ; Annalee Golz, « Family Matters - The Canadian Family and The State in the Postwar Period », *Left History*, vol. 1, n° 2 (1993), p. 09-50 ; Veronica Strong-Boag, « Home Dreams: Women and the Suburban Experiment in Canada, 1945-60 », *The Canadian Historical Review*, vol. 72, n° 4 (1991), p. 471-504.

<sup>11</sup> Philippe Garigue, *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970, 142 p.

femmes, l'évolution de la famille comme institution sociale et le ralentissement démographique<sup>12</sup>. En observant la réalité des années 1960 et 1970, Dandurand démontre que, malgré les changements structurels et conjoncturels de la Révolution tranquille, les mères québécoises jouent encore un rôle majeur dans le développement psychologique des enfants pourvu « qu'on n'exige plus qu'elles se conforment au modèle dominant de l'après-guerre, c'est-à-dire celui de la femme au foyer<sup>13</sup> ». S'inscrivant dans l'évolution des tendances historiographiques de la Révolution tranquille, Dandurand est une des principales chercheuses à illustrer les nombreuses mutations de la vie quotidienne des mères québécoises au cours des années 1960 et 1970.

Ce bref survol de l'historiographie des rôles parentaux permet de constater que les chercheurs, qui ont étudié la période d'après-guerre, révèlent le caractère changeant des figures paternelle et maternelle dans la famille. À travers ce champ de recherche, nous notons que la maternité reste largement le courant le plus développé, comme le démontrent aussi les travaux, déjà cités, de Renée B. Dandurand, Mona Gleason et Veronica Strong-Boag, par exemple. Toutefois, comme le remarque Peter Gossage, malgré le retard des historiens canadiens et québécois à s'intéresser au champ historiographique de la paternité, il y a des signes que l'intérêt se développe à l'heure actuelle. C'est donc dans cette mouvance ayant entraîné des recherches sur les normes parentales québécoises que nous posons notre regard sur une période encore relativement peu abordée par la recherche historique contemporaine.

---

<sup>12</sup> Renée B.-Dandurand, « Peut-on encore définir la famille ? », dans Fernand Dumont, dir. *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1979, p. 49-66.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 57.

## 2- Les travaux sur la protection de la jeunesse

Dans un autre ordre d'idées, il est aussi important d'aborder les études concernant la protection de l'enfance. Dès 1977, la création de la *Loi sur la protection de la jeunesse* et l'instauration du Tribunal de la jeunesse ont encouragé, au cours des années subséquentes, la communauté scientifique à retracer l'origine et le développement de la protection de l'enfance.

La question des enfants en difficulté et de la délinquance juvénile a intéressé bon nombre d'auteurs au fil du temps<sup>14</sup>. Plusieurs historiens, dont Marie-Aimée Cliche, ont plus particulièrement posé leur regard sur le phénomène de la délinquance juvénile et sur l'évolution des sensibilités à l'endroit de l'autorité parentale au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Dans son étude sur la violence envers les enfants dans les familles québécoises, Cliche soutient justement que l'accroissement de la sensibilité sociale envers les enfants au Québec entre 1850 et 1969 provoque une lente montée des droits juvéniles et une condamnation sociale tout aussi progressive des châtiments physiques<sup>15</sup>. Basant sa recherche sur une documentation variée (les revues, les journaux, les récits de vies, etc.), Cliche s'inscrit aux côtés d'auteurs comme Elizabeth Pleck<sup>16</sup>, Linda Gordon<sup>17</sup> et Ann-Marie Sohn<sup>18</sup> dans le courant historiographique qui favorise non seulement l'analyse du

---

<sup>14</sup> Voir notamment : Marie-Aimée Cliche, « “Est-ce une bonne méthode pour élever les enfants ?” Le débat sur les punitions corporelles dans les courriers du cœur au Québec de 1925 à 1969 », *The Canadian Historical Review*, vol. 82, n° 4 (déc. 2001), p. 662-689 ; Sylvie Ménard, *Des enfants sous surveillances, La rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, 247 p. ; Marcel Fréchette et Marc LeBlanc, *Délinquances et délinquants*, Chicoutimi, G. Morin, 1987, 384 p.

<sup>15</sup> Marie-Aimée Cliche, *Maltraiter ou punir ? : La violence envers les enfants dans les familles québécoises, 1850-1969*, Montréal, Boréal, 2007, 418 p.

<sup>16</sup> Elizabeth Pleck, *Domestic Tyranny. The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*, New York, Oxford University Press 1987, 273 p.

<sup>17</sup> Linda Gordon, *Heroes of Their Own Lives. The Politics and History of Family Violence. Boston, 1880-1960*, New York, Penguin Books, 1988, 416 p.

<sup>18</sup> Ann-Marie Sohn, *Chrysalides. Femmes dans la vie privée (XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, vol. 1, 450 p.

traitement physique et psychologique des enfants délinquants, mais aussi de l'évolution des châtiments corporels.

Par ailleurs, soulignons le travail collectif dirigé par Marie-Paule Malouin qui remet en perspective le fonctionnement des établissements destinés aux enfants en difficulté de l'après-guerre. L'ouvrage est unique, car il s'inscrit en marge de la pensée populaire qui blâme les établissements religieux pour le traitement des « Orphelins de Duplessis ». En effet, Malouin et son équipe arrivent à la conclusion que « si on peut aujourd'hui déplorer le traitement qu'ont subi les “enfants en difficulté” et les délinquants juvéniles dans le Québec duplessiste, c'est moins aux religieuses qu'il faut en faire le reproche, qu'à l'ensemble de la société qui se préoccupait fort peu de leur sort<sup>19</sup> ». Afin d'analyser le traitement judiciaire des adultes accusés dans la CBES entre 1950 et 1977, l'ouvrage de Malouin est très utile, car celui-ci effectue un portrait détaillé de la société québécoise sous l'angle des mentalités, des structures sociales et du contexte politique, économique et éducatif à l'égard de la conception de la délinquance juvénile.

Le développement de la justice réservée aux mineurs est aussi un autre champ historiographique qui permet de saisir le rapport de la société canadienne et québécoise à sa jeunesse. Les études démontrent qu'au fil des années, l'État canadien et québécois a reconnu graduellement l'importance d'instaurer des mesures législatives spécifiques et distinctes entre les adultes et les enfants afin de prévenir les comportements délinquants et rééduquer les jeunes ayant commis des méfaits. Plusieurs historiens, dont Caroline

---

<sup>19</sup> Marie-Paule Malouin, *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1996, 458 p.

Plouffe<sup>20</sup>, Louise Bienvenue<sup>21</sup>, Jean Trépanier et Françoise Tulkens<sup>22</sup>, illustrent justement l'évolution judiciaire de la notion d'enfance en besoin de protection, débutant de la période de la Nouvelle-France avec l'assistance sociale jusqu'à la *Loi de la protection de la jeunesse* de 1977.

Depuis 1980, de nombreux travaux en histoire et en sociologie ont démontré que le statut juridique de la jeunesse a non seulement eu des conséquences néfastes sur la vie des mineurs, mais qu'elle fut aussi un facteur décisif dans le développement des droits des enfants<sup>23</sup>. Toutefois, plusieurs auteurs, dont Nadine Lefaucœur<sup>24</sup> et Goël Henaff<sup>25</sup>, remarquent que les questions à l'égard de la protection de l'enfance demeurent des points de tensions importants entre les responsabilités parentales et l'intervention judiciaire de l'État. Plus particulièrement, ces auteurs constatent que le renforcement légal des responsabilités parentales au cours du XX<sup>e</sup> siècle fonde ses préceptes sur le développement même des droits et de l'intérêt des enfants. Autrement dit, tandis que la plupart des historiens de l'enfance analysent l'évolution des droits et de la protection juvénile dans une optique de développement favorable aux mineurs, Lefaucœur et Henaff contredisent cette vision. Ceux-ci constatent plutôt que l'État ne fait que resserrer

---

<sup>20</sup> Caroline Plouffe, « Aspects historiques liés à l'évolution de la notion d'enfance en besoin de protection dans la société québécoise », Mémoire de maîtrise (service social), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1991, 158 p.

<sup>21</sup> Louise Bienvenue, « La rééducation totale des délinquants à Boscoville (1941-1970). Un tournant dans l'histoire des régulations sociales », *Recherches sociographiques*, vol. 50, n° 3 (sept.-déc. 2009), p. 507-536.

<sup>22</sup> Jean Trépanier et Françoise Tulkens, *Délinquance et protection de la jeunesse, aux sources des lois belges et canadiennes sur l'enfance*, Bruxelles, De Boeck, 1995, 139 p.

<sup>23</sup> Voir notamment : Ross Hastings, « La criminalisation de la jeunesse : les tendances au Canada », *Déviance et société*, vol. 33 (2009), p. 351-365 ; André A. Morin, *Principes de responsabilité en matière de délinquance juvénile au Canada*, Montréal, Wilson et Lafleur ltée, 1992, 208 p.

<sup>24</sup> Nadine Lefaucœur, « L'enfant au cœur des politiques sociales », *Lien social et Politiques*, n° 44 (2000), p. 5-10.

<sup>25</sup> Gaël Henaff, « L'enfant, l'âge et le discernement », *Lien social et Politiques*, n° 44 (2000), p. 41-50.

l'encadrement sur les enfants à travers l'élaboration des textes de loi et des tribunaux spécialisés de l'enfance.

Bref, les études liées à la protection de la jeunesse constituent un élément essentiel de notre recherche. Ces travaux, pour leur part, nous permettent de comprendre comment l'État a favorisé l'implantation d'une justice pour mineurs et comment la protection de l'enfance s'inscrit au cœur de ses principes fondateurs. Toutefois, il reste que notre étude se rallie à la vision de Nadine Lefaucœur et Gaël Haneff puisque nous abordons la CBES comme une institution qui favorise davantage la protection des adultes que des mineurs. Ainsi, l'historiographie nous permet d'éclairer le rapport qui s'établit entre la population juvénile et la justice, incarnée par la CBES, déterminant si les actes criminels des adultes à l'égard des enfants sont effectivement susceptibles de faire de ceux-ci des délinquants.

### **3- L'histoire de la justice pour mineurs (lois et pratiques des tribunaux)**

L'histoire de la justice pour mineurs s'inscrit aussi dans la lignée des travaux s'appuyant sur le concept de régulations sociales. En effet, les historiens étudient ce champ de recherche sous plusieurs angles d'analyse, considérant les régulations sociales comme un ensemble qui touchent non seulement l'ordre normatif, mais aussi les pratiques émanant des lois et des tribunaux.

#### 3.1 L'évolution des textes de loi concernant la jeunesse

Globalement, si les textes législatifs démontrent l'état d'esprit et le souci des réformateurs à l'encadrement des enfants en besoin de protection et des délinquants, ceux-ci n'ont pas nécessairement la vertu d'illustrer la pratique quotidienne et la perception sociale des structures de la protection de la jeunesse. Plusieurs chercheurs se



sont ainsi efforcés de retracer l'origine et l'évolution historique des législations concernant l'enfance afin de mieux comprendre comment l'État a développé un modèle particulier de prise en charge des mineurs<sup>26</sup>.

Au sein de cette historiographie, l'ouvrage collectif dirigé par Renée Joyal, *L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*, est celui qui permet le mieux de poser un regard longitudinal sur ce phénomène<sup>27</sup>. Afin d'illustrer le rôle primordial des perceptions, des mentalités et des transformations socio-économiques au sein des régulations sociales liées à l'enfance, Joyal réussit à réunir plusieurs experts capables de présenter les temps forts de l'évolution des textes législatifs du Québec et du Canada. L'ouvrage analyse, par exemple, *l'Acte concernant les écoles d'industries* de 1869<sup>28</sup>, la *Loi concernant les jeunes délinquants* de 1908<sup>29</sup>, les lois de protection de la jeunesse de 1950 et 1951<sup>30</sup> et la *Loi de la protection de la jeunesse* de 1977<sup>31</sup>. Plus particulièrement, les articles de Jean Trépanier, sur l'émergence de la LJD de 1908, et de Renée Joyal, sur les lois de protection de la jeunesse de 1950-1951, sont parmi les plus significatifs pour analyser le traitement judiciaire des adultes

---

<sup>26</sup> Voir notamment : Pierre Dubois et Jean Trépanier, « L'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 : étude comparée des quotidiens montréalais et torontois », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3 (hiver 1999), p. 345-382 ; Renée Joyal, « L'Acte concernant les écoles d'industries (1869) : une mesure de prophylaxie sociale dans un Québec en voie d'urbanisation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, n° 2 (automne 1996), p. 227-240 ; Mario Provost, « Le mauvais traitement de l'enfant. Perspectives historiques et comparatives de la législation sur la protection de la jeunesse », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 22 (1991), p. 1-26.

<sup>27</sup> Renée Joyal, *L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université de Québec, 2000, 127 p.

<sup>28</sup> *Idem.*, « L'Acte concernant les écoles d'industrie (1869). Une mesure de prophylaxie sociale dans un Québec en voie d'urbanisation », dans *L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*, *Ibid.*, p. 35-48.

<sup>29</sup> Jean Trépanier, « Protéger pour prévenir la délinquance. L'émergence de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 et sa mise en application à Montréal », *Ibid.*, p. 49-97.

<sup>30</sup> Renée Joyal « Les lois de protection de la jeunesse. Un accommodement historique sous le signe du paternalisme d'État et d'Église », *Ibid.*, p. 163-178.

<sup>31</sup> Renée Joyal et Mario Provost, « La Loi sur la protection de la jeunesse de 1977. Une maturation laborieuse, un texte porteur », *Ibid.*, p. 179-222.

qui comparaissent devant la CBES. Un autre ouvrage de Joyal portant sur ces enjeux présente une chronologie explicative des lois relatives à la protection de l'enfance : *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 : jalons*. Spécialiste de l'histoire du droit de l'enfance, Joyal décrit, avec précision et de manière rigoureuse, chaque loi relative aux CBES, c'est-à-dire la LJD de 1908 et les lois de protection de la jeunesse de 1950 et 1951<sup>32</sup>. Celle-ci s'efforce alors de nous faire comprendre l'évolution du contexte de formulation de ces lois, les objectifs et les principaux impacts de ces mesures législatives sur la société québécoise.

### 3.2 Les Cours de justice pour les jeunes

Bien entendu, l'évolution des lois de protection de la jeunesse demeure étroitement liée au fonctionnement quotidien des Cours de justice. Un certain nombre d'études a voulu rendre compte de l'évolution des activités judiciaires à l'égard des enfants en difficulté et des délinquants juvéniles.<sup>33</sup> L'ouvrage de David Niget : *Naissance du tribunal pour enfants. Une comparaison France-Québec (1912-1940)*<sup>34</sup> est, assurément, emblématique de ce champ de recherche. Dans cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, Niget effectue une comparaison entre l'expérience française et québécoise, analysant essentiellement l'influence de la législation et des différents acteurs sur les pratiques de l'époque. En effet, il démontre que, dans leur application quotidienne des lois, tant la Cour des jeunes délinquants que le Tribunal pour enfants d'Angers s'éloignent de la vision initiale des réformateurs et des législateurs du début du

---

<sup>32</sup> Renée Joyal, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 : jalons*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999, 319 p.

<sup>33</sup> Voir notamment : Oscar D'Amours, « Survol historique de la protection de l'enfance au Québec de 1608 à 1977 », *Service social*, vol. 35 (1986), p. 386-415 ; Ginette Durand-Brault, *La protection de la jeunesse au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, 121 p. ; Renée Joyal, « L'enfant et la loi : à la recherche d'un statut », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 23 (1994), p. 243-256.

<sup>34</sup> David Niget, *La naissance du tribunal pour enfants, Une comparaison France-Québec (1912-1945)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 417 p.

XX<sup>e</sup> siècle qui avaient voulu mettre en place ces institutions spécialisées. L'intérêt de cette recherche est substantiel, car elle propose un examen historique approfondi des affaires judiciaires montréalaises pour la période qui précède l'instauration des CBES. Elle nous fournira donc un point d'appui comparatif des plus précieux pour saisir le nouveau régime qui s'instaure à partir de 1950.

Pour leur part, les études portant sur la CBES elle-même, soit le tribunal au cœur de notre mémoire, demeurent lacunaires au sein de l'historiographie. En effet, tandis que la majorité des chercheurs de la justice des mineurs, tels que David Niget, Mario Provost et Jean Trépanier<sup>35</sup>, ont, à maintes reprises, analysé les lois et pratiques antérieures et postérieures aux CBES, celles-ci n'ont pas encore fait l'objet de beaucoup d'études historiques sérieuses et empiriquement appuyées par la communauté scientifique.

Cependant, certains travaux, dont celui de Frédéric Moisan, méritent d'être soulignés. Moisan est un des principaux historiens à analyser en profondeur l'évolution du traitement judiciaire à l'intérieur d'une CBES pour jeunes délinquants, en l'occurrence celle du district de Saint-François (Sherbrooke) qui fera également l'objet de ce mémoire. À travers la consultation de 1356 dossiers de jeunes délinquants conservés au sein du fonds de la Cour de Bien-Être social, il réussit à démontrer que « le modèle initial d'une Cour de justice coordonnée par un juge unique, souverain dans le processus décisionnel, ne pourra pas faire l'économie d'une procédure judiciaire mieux structurée et plus uniformisée d'une affaire à l'autre<sup>36</sup> ». De ce fait, le mémoire de maîtrise de Moisan apporte un nouveau regard sur les réalités des mineurs au cours des

---

<sup>35</sup> Jean Trépanier, «La justice des mineurs au Québec : 25 ans de transformations (1960-1985)», *Criminologie*, vol. 19, n° 1 (1986), p. 198-213.

<sup>36</sup> Frédéric Moisan, *op. cit.*, 111 p.

années 1950 à 1977, exposant l'évolution des pratiques judiciaires et la bureaucratisation du traitement de la délinquance juvénile au sein de la CBES.

À la lumière des ouvrages sur les tribunaux spécialisés de la jeunesse, il est aisé de constater que les renseignements demeurent faibles en ce qui a trait aux CBES proprement dites. En effet, la recherche est encore embryonnaire. Notre étude se place alors dans la lignée des travaux de David Niget et de Frédéric Moisan, tâchant de porter un regard sur la réalité du traitement réservé aux adultes de la CBES.

### **Problématique et hypothèses**

Nous proposons de démontrer par cette recherche comment le traitement judiciaire de la Cour de Bien-Être social à l'endroit des adultes du district de Saint-François évolue entre 1950 et 1977. D'une part, nous chercherons à comprendre quels sont les divers usages de la *Loi concernant les jeunes délinquants* dans le cadre des activités de la Cour de Bien-Être social. D'autre part, nous développerons un questionnement relatif au rôle de la Cour en tant que régulatrice des tensions sociales et familiales au sein de la société estrienne (district de Saint-François). En portant notre attention sur le profil des adultes qui comparaissent à la CBES, nous tenterons aussi de connaître la définition que la CBES de Saint-François donnait aux notions de « bons » et « mauvais » parents. D'une manière plus générale, nous examinerons comment les changements dans le profil de la population adulte étudiée et le sort qui lui est réservé par la CBES (type de sentence, etc.) reflètent l'évolution des normes familiales à la période étudiée. En axant l'analyse sur les personnes accusées d'être des influences néfastes dans la vie des jeunes, nous allons donc présenter d'une manière originale l'histoire de la justice juvénile.

Selon les informations fournies par l'historiographie, nous avons de fortes raisons de croire qu'il faut attendre plus précisément la période de la Révolution tranquille pour observer un changement subtil dans le profil des adultes accusés à l'intérieur de la CBES de Saint-François. Par ailleurs, à la suite d'auteurs comme Renée Joyal et Alexandre Blanchette<sup>37</sup>, nous présumons qu'une tendance à la « déjudiciarisation » des problèmes familiaux aura des incidences sur le profil type des adultes comparaissant à la CBES. Alors que dans les années 1950, la Cour est encore sollicitée pour régler un vaste de gamme de dysfonctions au sein des familles (querelles conjugales et interpersonnelles), des changements surviennent par la suite : les cas d'adultes diminuent et ce sont uniquement ceux qui mettent gravement en danger la sécurité physique et psychologique des enfants, comme la violence juvénile et les délits à caractère sexuel, qui reçoivent désormais l'attention du tribunal. Nous postulons par ailleurs que la notion de « bon parent » change au cours de la période étudiée. Alors que dans les années 1950, le « bon parent » est essentiellement conçu comme celui qui assure le bien-être matériel et la discipline de l'enfant, des dimensions de bien-être affectif semblent progressivement prises en compte par la Cour et jugées essentielles avec le tournant des années 1960 et 1970. L'intérêt de cette recherche est donc substantiel, car elle vise l'analyse de thématiques rarement approfondies dans l'histoire de la justice pour mineurs.

---

<sup>37</sup> Alexandre Blanchette, « Vous avez le droit... Le processus d'élaboration et d'adoption de la Loi sur la Protection de la Jeunesse (1971-1977) », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2008, 173 p.

## **Le corpus de sources et la méthodologie**

Les sources consultées proviennent des archives nationales de la BAnQ-E (Bibliothèque et archives nationales du Québec en Estrie). Notre mémoire s'appuie essentiellement sur le fonds de la Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François (cote TL485) qui renferme plus de 30 000 dossiers (toutes catégories confondues) entre 1950 et 1977.

Pour chaque année judiciaire, nous pouvons compter environ six contenants comprenant une masse de documents, dépassant parfois les 200 dossiers pour certaines années. En outre, le dossier de chaque affaire traitée par la CBES du district de Saint-François a été conservé, qu'il s'agisse d'un cas de protection, de délinquance ou de maltraitance juvéniles. Dans le fonds, les dossiers sont identifiés de deux manières : soit avec une étiquette rose ou une étiquette verte. Les dossiers avec une étiquette rose touchent les cas de jeunes délinquants ou d'enfants en besoin de protection, tandis que les dossiers arborant une étiquette verte relèvent des adultes accusés d'inciter les jeunes dans la délinquance. Seuls ces derniers dossiers retiendront notre attention dans le cadre de cette recherche. Il est aussi important de mentionner que chaque dossier porte un numéro établi selon la date de la première infraction.

À l'intérieur des dossiers d'adultes, on retrouve une multitude de documents indispensables à l'ouverture et à la fermeture d'un dossier judiciaire, soit une déclaration de plainte, un mandat d'arrestation, des rapports de greffier, un bilan du déroulement du procès, des évaluations de psychiatres et de psychologues, la correspondance de la Cour avec différents intervenants extérieurs, des transferts de prison, une demande d'investigation, etc. Ces informations judiciaires permettent ainsi d'apporter un éclairage

intéressant sur plusieurs éléments touchent l'encadrement de la population étudiée, comme les condamnations, les infractions, l'âge, le sexe et l'occupation des accusés, les articles de la LJD qui ont présidé à leur inculpation, leur plaidoyer, des descriptions de la relation entre les adultes et les enfants, etc. Puisque la quantité de dossiers concernant les adultes est considérable, nous avons dû procéder à un échantillonnage pour mener à bien ce mémoire dans des délais raisonnables.

La sélection des dossiers judiciaires a été méthodique et constante. Nous avons d'abord décidé d'utiliser les multiples de cinq pour la sélection des années étudiées (1950, 1955, 1960... 1976). L'année 1950 a été identifiée comme point de départ, puisque la CBES de Saint-François est d'abord introduite en 1950. Par la suite, il s'agissait de sélectionner exclusivement les dossiers impliquant des adultes pour les années retenues dans notre échantillon. Les données renfermées dans chacun de ces dossiers d'adulte ont été compilées dans une fiche de dépouillement que nous avons conçue à partir du programme File Maker, spécifiquement destiné à la recherche quantitative. La banque de données que nous avons ainsi constituée contient en tout 1563 dossiers.

On le constate, ces sources sont très riches. Un simple survol nous offre une description assez précise du profil des adultes qui comparaissent devant la Cour de Bien-Être social dans le district de Saint-François. Ces documents permettent de dégager plusieurs indices concernant le portrait social, familial et économique de la société estrienne entre 1950 et 1977. Ils révèlent quelles interprétations étaient faites de la LJD et, en particulier, de ses articles concernant les comportements d'adultes prohibés. Ainsi, nos archives témoignent des divers niveaux de tolérance de la société québécoise, de la

philosophie qui sous-tend le travail du tribunal et de l'attitude à l'égard des acteurs jugés coupables d'entraîner la délinquance chez les jeunes.

Tout cela sera donc exploré à travers les trois chapitres de ce mémoire. Notre premier chapitre, nommé « L'implantation d'une "nouvelle" justice pour mineurs entre 1950 et 1959 : les activités de la Cour de Bien-Être social concernant les adultes », cherchera à démontrer comment cette nouvelle instance judiciaire dédiée à la protection de l'enfance à partir de 1950 aborde les cas d'adultes. Nous verrons qu'une grande part des activités de la Cour dans ce domaine est investie dans la résolution de querelles conjugales et interpersonnelles au sein de la cellule familiale. Nous observerons les tâtonnements propres à la première décennie d'activités de la Cour, alors qu'elle établit progressivement son cadre de fonctionnement.

Le deuxième chapitre, intitulé « Un long chemin à parcourir : les adultes devant la Cour de Bien-Être social entre 1960 et 1969 », s'intéresse comme on le voit à la décennie suivante et explore le développement des activités de la CBES, alors que le flux des dossiers est véritablement en croissance. Il sera question, dans ce chapitre, de comparer la période étudiée à la précédente, afin de mettre en évidence les principales nouveautés du système judiciaire dans le contexte de la Révolution tranquille. On remarquera aussi les transformations, subtiles mais néanmoins réelles, des rôles parentaux. Nous poserons un regard, entre autres, sur le rôle croissant des experts, souvent extérieurs au personnel de la CBES dans l'analyse des cas.

Finalement, le troisième chapitre, intitulé : « Les dernières années de la Cour de Bien-Être social (1970-1976) : une justice juvénile en transition » se penchera sur l'évolution du traitement des adultes lors de la dernière période d'existence de la CBES de Saint-François. En plus d'examiner la modernisation du processus décisionnel, nous



tenterons d'examiner l'importante diminution des cas d'adultes traités par ce tribunal estrien. Cela semble s'expliquer par le fait qu'un processus de « déjudiciarisation » de la prise en charge des problèmes familiaux est alors en cours au sein de la société de l'époque<sup>38</sup>.

---

<sup>38</sup> Il est à noter que les règles d'utilisation de la BAnQ nous interdisent de révéler les noms, les dates et les numéros de dossiers. Par conséquent, l'analyse s'appuiera exclusivement sur des données statistiques et des exemples généraux.

## **Chapitre 1. L’implantation d’une « nouvelle » justice pour mineurs entre 1950 et 1959 : Les activités de la Cour de Bien-Être social à l’égard des adultes**

Au Québec, l’implantation des Cours de bien-être social est une étape importante dans l’évolution de la justice et de la protection des mineurs. Rappelons que c’est en 1950 que la *Loi sur les tribunaux judiciaires* fut modifiée en vue d’établir de nouvelles cours spécialisées de juridiction mixte — criminelle et civile — dans les villes et les localités de plus de 50 000 âmes. Elles furent établies d’abord à Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke, puis plus largement sur le territoire. Les CBES, nous le verrons, obtiennent le mandat de veiller à l’application des nouvelles lois québécoises relatives à la protection de la jeunesse (1950-1951). Elles héritent aussi des compétences criminelles touchant les mineurs, jusqu’alors réservées aux Cours des jeunes délinquants de Montréal (1912) et de Québec (1940)<sup>1</sup>. Ce nouveau réseau de tribunaux québécois fait notamment le pont entre les balbutiements de la justice juvénile canadienne au début du XX<sup>e</sup> siècle et le tournant important que représente la *Loi de la protection de la jeunesse* en 1977. Dès leur apparition en 1950, les CBES sont considérées comme la solution à l’ancien dispositif judiciaire, garantissant un nouveau regard sur l’intervention et le traitement de la protection de la jeunesse et de la délinquance juvénile. Toutefois, celles-ci sont rapidement surpassées par la charge de travail et l’ambiguïté des textes de loi, comme nous verrons dans ce chapitre. Malgré la volonté de renouvellement incarné

---

<sup>1</sup> En principe, ces nouvelles instances sont également chargées de l’hospitalisation des indigents, de l’internement des aliénés, des enquêtes prévues par la loi québécoise des pensions de vieillesse et de l’adoption des enfants.

par les CBES, le traitement et la prévention de la délinquance ne changent pas radicalement du jour au lendemain et les résultats escomptés ne sont pas toujours au rendez-vous. Entre 1950 et 1959, les CBES se présentent plutôt comme une instance de la justice punitive. Le pouvoir s'exerce bien souvent au détriment des plus faibles, femmes et enfants. La sauvegarde de la puissance parentale et de l'unité familiale semble, au cours de la période étudiée, supplanter le mandat des CBES. Ce chapitre a pour fonction d'analyser comment, entre 1950 et 1959, le traitement judiciaire des adultes s'organise au sein de la justice juvénile.

Nous débuterons en évoquant les débuts de la Cour de Bien-Être social du district de Saint-François. Nous examinerons la réorganisation législative de 1950 et 1951 de la protection de la jeunesse au Québec, car elle fut intimement associée à la naissance de ce tribunal. Nous expliquerons aussi la teneur des articles de lois concernant les adultes, qui sont au cœur de ce mémoire, et nous décrirons la distribution du pouvoir décisionnel au sein de la Cour. Par la suite, il sera question d'analyser la préservation de l'unité familiale et du pouvoir parental entre 1950 et 1959. À travers l'intervention de la Cour dans les cellules familiales de l'époque, nous pourrons alors analyser la portée judiciaire de la régulation familiale. Enfin, il s'agira bien sûr d'étudier le profil des adultes accusés entre 1950 et 1959 pour bien comprendre la composition de cette population en regard des normes familiales de l'époque.

## **1- Les débuts de la Cour de Bien-Être social du district de Saint-François**

En 1950 et 1951, les parlementaires du Québec fusionnent plusieurs lois relatives à la protection de la jeunesse afin de former un nouvel ensemble législatif, la *Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse* (LEPJ). Par l'intermédiaire de cette loi, ces hommes politiques instaurent un nouveau tribunal pour enfants, la Cour de Bien-Être social. Or, quels principes incarnent cette Cour pendant plus de 25 ans?

### **1.1 La réorganisation des structures judiciaires inspirée des lois de 1950 et 1951**

Pour bien mettre en contexte l'avènement du nouveau réseau de tribunaux que représentent les Cours de Bien-Être social, il convient de faire un petit retour en arrière. En 1944, le gouvernement d'Adélard Godbout adopte un nouvel ensemble de lois qui assure la place de l'État dans la protection de l'enfance. Ce projet réformiste est, toutefois, interrompu par le retour au pouvoir de Maurice Duplessis quelques mois plus tard, qui suspend la mise en œuvre de ces textes législatifs. Néanmoins, une réforme en matière de la protection de l'enfance est inévitable, entre autres parce que les institutions (orphelinats, écoles d'industrie, patronages) débordent littéralement. Il faut aussi mettre au point une solution qui correspond aux problèmes judiciaires rencontrés par les Cours des jeunes délinquants de Montréal et de Québec, mais sans heurter de front les idées et les intérêts conservateurs de la société québécoise<sup>2</sup>. Ainsi, le gouvernement ordonne la création du ministère de Bien-être social et de la Jeunesse, en 1946, celui même qui supportera, quelques années plus tard, l'implantation des Cours de Bien-être social et l'élaboration d'un nouvel ensemble législatif.

---

<sup>2</sup> Renée Joyal, *Les enfants, la société et l'État au Québec. 1608-1989 : jalons*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 202-203.

Comme nous l'avons déjà évoqué, pour réformer la protection et la justice des mineurs, le gouvernement duplessiste sait qu'une réorganisation législative est fondamentale. Il réunit alors les anciennes lois de la protection de la jeunesse pour produire un seul texte, la *Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse* (1950). Celle-ci incorpore plusieurs principes découlant notamment de *l'Acte concernant les écoles d'industrie* (1869), de la *Loi concernant les jeunes délinquants* (1910), de la *Loi établissant le service de l'assistance publique du Québec* (1921), de la *Loi des asiles d'aliénés* et de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*<sup>3</sup>. Inspirée par ces précédents textes, la LEPJ veut offrir une protection à « tout enfant de plus de 6 ans et de moins de 18 ans particulièrement exposé à des dangers moraux ou physiques en raison de son milieu ou d'autres circonstances spéciales<sup>4</sup> ». Elle permet au ministère de Bien-être social de réorganiser et restructurer les tribunaux juvéniles pour créer les Cours de Bien-être social et, par le fait même, sortir les enfants de la juridiction de la Cour des jeunes délinquants<sup>5</sup>.

Autrefois fixé exclusivement en région montréalaise, le nouveau tribunal juvénile est implanté dans différents districts judiciaires du Québec<sup>6</sup>, couvrant ainsi des municipalités de milieux ruraux et urbains sur une bonne partie du territoire. Dès 1950, une CBES est installée dans le district judiciaire de Saint-François. Cette Cour est notamment établie dans la cité de Sherbrooke, métropole de l'Estrie, mais elle a sous son autorité plusieurs arrondissements urbains et ruraux, comme Ayer's Cliff, Barford, Bury,

<sup>3</sup> Ginette Durand-Brault, *La protection de la jeunesse au Québec*, Boréal, 1999, p. 49.

<sup>4</sup> *Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse*, S.Q. 1950, c. 11; *Loi modifiant la Loi des écoles de protection de la jeunesse*, S.Q. 1951, c. 56.

<sup>5</sup> Joyal, *op. cit.*, p. 69.

<sup>6</sup> Frédéric Moisan, « Le traitement judiciaire des jeunes délinquants à la Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1977 », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2011, p. 24.

Cookshire, Danville, Dixville, Granby, Lac-Mégantic, Magog, Rock Forest, Richmond, Saint-Camille et plusieurs autres<sup>7</sup>. Selon les dossiers judiciaires que nous avons dépouillés pour la période entre 1950 et 1959, il semblerait que 76,6 % des adultes traduits devant la CBES proviennent des zones urbaines du district de Saint-François tandis que 19,1 %, soit 125 adultes sur 655, ont été arrêtés dans les zones rurales<sup>8</sup>.

**Tableau 1.1**

**Distribution des dossiers judiciaires d'adultes de la CBES selon les arrondissements urbains et ruraux du district de Saint-François, 1950-1959**

	<b>1950-1959</b>	
	Arrondissements urbains	
<b>Villes</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Asbestos	29	4,4 %
Coaticook	44	6,7 %
Sherbrooke	348	53,1 %
Autres (Windsor, Richmond, East Angus, Magog, Lac Mégantic, etc.)	81	23,4 %
<b>Sous-total</b>	<b>502</b>	<b>76,6 %</b>
	Arrondissements ruraux	
<b>Villages/municipalités</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
North Hatley	1	0,2 %
Rock Island	5	0,8 %
Omerville	5	0,8 %
Autres (Ayer's Cliff, Chartierville,	114	17,4 %

<sup>7</sup> Moisan, *op. cit.*, p. 27.

<sup>8</sup> Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie (BANQ-E), Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François (FCBES), 1950-1959.

Cookshire, St-Camille, Nantes, etc.)		
<b>Sous-total</b>	<b>125</b>	<b>19,1 %</b>
<b>Non disponible</b>	<b>33</b>	<b>5,0 %</b>
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Au cours de la période étudiée, les services judiciaires offerts dans le district de Saint-François se transforment considérablement. La CBES devient rapidement la médiatrice importante entre les conjoints, les parents et les enfants. En examinant la part relative des dossiers d'adultes dans l'ensemble des activités de la CBES de Saint-François lors de sa première décennie d'activité, nous avons découvert que la proportion des dossiers d'adultes englobe 49,8 % des affaires judiciaires, soit 655 sur 1314<sup>9</sup>, ce qui est vraiment considérable.

**Tableau 1.2**

**Proportion des dossiers d'adultes à**

**la CBES du district de Saint-François, 1950-1959**

	<b>Nb total de dossiers dans la CBES</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
1950	29	20	69,0 %
1951	375	178	47,5 %
1955	910	457	50,2 %
<b>Total</b>	<b>1314</b>	<b>655</b>	<b>49,8 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Entre 1950 et 1959, il devient alors commun que les discordes de familles surgissent devant la justice des mineurs et que des parents soient réprimandés par le

---

<sup>9</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

juge. Par exemple, un jeune homme de vingt ans sera dénoncé par son père pour conduite scandaleuse avec une autre femme que son épouse<sup>10</sup>. Lorsqu'un adulte ne respecte pas ses responsabilités à l'égard de la sécurité économique et personnelle de sa famille, son conjoint ou sa conjointe peut utiliser les services de la CBES pour trouver une solution. À plusieurs occasions, lorsque les plaintes sont placées par des mères de famille, elles portent, par exemple, sur la paresse de leur mari ou sur ses dépenses inconsidérées<sup>11</sup>. On le constate, la réalité affective et économique des membres de la cellule familiale est au centre des conflits des familles estriennes qui ont recours à la justice pour sortir de l'impasse.

## **1.2 L'importance des articles de lois concernant les adultes**

Comme on l'a vu, la CBES est un tribunal à la fois civil et criminel qui traite des cas relevant de plusieurs lois. Celle qui nous concerne plus particulièrement ici est la *Loi concernant les jeunes délinquants* (LJD), une législation fédérale. Elle est indispensable pour comprendre qu'une Cour de justice officiellement destinée aux mineurs puisse traiter autant de cas d'adultes. Établie en 1908 et amendée en 1910 et 1929, la *Loi concernant les jeunes délinquants* réunit l'ensemble des règles et des prescriptions judiciaires relatif au traitement des mineurs et à la prévention des comportements délinquants. Dans cet esprit de prévention, la loi comprend des articles qui concernent les adultes susceptibles de provoquer la délinquance chez les mineurs. Dans le cas de la CBES de Saint-François, l'article 33, l'article 34, l'article 35 et l'article 39 sont les articles les plus utilisés par la justice lors de la période étudiée<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> BAnQ-E, FCBES, 1951.

<sup>11</sup> *Ibid.*, 1950-1959.

<sup>12</sup> *Ibid.*



**Tableau 1.3****Répartition des casiers judiciaires d'adultes selon les articles de lois,****Saint-François, 1950-1959**

	<b>1950-1959</b>	
	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Article 33	633	97 %
Article 34	0	0,0 %
Article 35	19	3,0 %
Article 39	3	0,4 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrée.

Notons premièrement que, selon le tableau 1.3, 97 % des affaires judiciaires concernant les adultes au sein de la CBES sont administrées sous l'instance de l'article 33 de la LJD. Selon cet article :

Toute personne, qu'elle soit ou non le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, qui sciemment ou de propos délibéré, aide, induit, engage un enfant à commettre un délit ou tolère qu'il le commette ou commet quelque acte ayant pour effet de faire l'enfant un jeune délinquant ou qui le portera à le devenir, est passible d'une amende d'au plus de 500 \$ ou d'un emprisonnement pendant au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement. [...] <sup>13</sup>.

On observe donc que, bien souvent, plutôt que de faire comparaître un mineur comme enfant délinquant, la Cour inculpe plutôt les adultes qu'elle considère potentiellement responsables des mauvais comportements de ce dernier. Or, nous remarquons que le caractère flou de l'article fait en sorte qu'on peut en faire un usage très varié. Cette formulation législative ouvre, en effet, la porte à des interprétations multiples de la délinquance juvénile. En observant l'usage qui est fait de cet article dans

<sup>13</sup> *Loi concernant les jeunes délinquants*, S.C. 1908, c. 40 et S.C. 1929, c. 46.

les dossiers judiciaires, nous constatons qu'on peut y recourir pour aborder la plupart des maux sociaux et familiaux pouvant être néfastes à la population juvénile<sup>14</sup>. L'ivrognerie des parents, la négligence, l'adultère, le concubinage, la violence à l'endroit des mineurs et des époux, l'incitation au vol et à la consommation d'alcool, la prostitution, l'abandon de la famille, les délits à caractère sexuel, le langage blasphématoire et plusieurs autres infractions sont considérés comme des actes ayant pour effet de faire des enfants de jeunes délinquants<sup>15</sup>. Notre étude permet de constater qu'au fil des décennies, plusieurs adultes ont ainsi fait usage du caractère très large de l'article 33 pour supporter et défendre leurs intérêts dans la cellule familiale.

Un deuxième article de la LJD servant à inculper des adultes devant la CBES de Saint-François est l'article 35. Selon le tableau 1.3, seulement 3 % des adultes accusés, soit 19 personnes, sont traduits conformément à cette réglementation entre 1950 et 1959. Beaucoup plus précis que l'article 33, cet article se réfère directement aux articles 242 et 180 du Code criminel canadien. L'article 35 stipule que « Les poursuites contre des adultes pour infraction à quelques dispositions du Code criminel relativement à un enfant peuvent être instituées dans la Cour pour jeunes délinquants<sup>16</sup> ». Or, selon le Code criminel canadien appliqué entre 1950 et 1977, l'article 242 et l'article 180 autorisent la CBES de traduire essentiellement les adultes qui délaissent leurs devoirs tendant à la conservation de la vie<sup>17</sup>. Plus précisément, l'article 242 et l'article 180 déclarent que : « Tout individu qui, en qualité de père ou de mère, de tuteur ou de chef de famille, est légalement tenu de pourvoir aux besoins d'un enfant âgé de moins de

---

<sup>14</sup> S.C. 1908, c. 40 et S.C. 1929, c. 46.

<sup>15</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1976.

<sup>16</sup> *Loi relatif aux devoirs tendant à la conservation de la vie*, S.C. 1947, c. 36.

<sup>17</sup> *Ibid.*

seize ans, et est criminellement responsable s'il s'abstient de le faire<sup>18</sup> ». La grande précision de l'article 35 garantit alors un encadrement économique et judiciaire spécifique des enfants et des conjoints à l'intérieur de la cellule familiale.

En plus de l'article 35 et de l'article 33, dont nous avons vu la grande flexibilité, d'autres articles de la LJD sont appliqués par la justice pour faire comparaître des adultes devant la CBES : il s'agit de l'article 39 et de l'article 34. D'une part, l'article 39 de la LJD décrète que :

Quiconque, sciemment et sans excuse valable, expose un enfant à un danger moral ou physique sérieux [...] est passible d'une amende n'excédant pas 300 \$ ou d'un emprisonnement n'excédant pas un an, ou des deux peines à la fois<sup>19</sup>.

Pour sa part, l'article 34 avise que :

Quiconque induit ou tente d'induire un enfant à quitter toute maison de détention, école industrielle ou tout foyer d'adoption ou demeure où cet enfant a été placé en vertu des dispositions de la présente loi, ou qui en enlève ou cherche à enlever cet enfant s'est soustrait illégalement à la garde d'une institution ou d'un foyer d'adoption, sciemment héberge ou cache cet enfant sans donner avis des allées et venues de cet enfant à la cour ou à l'institution ou aux autorités policières locales, est coupable d'une amende de cent dollars au maximum ou d'un emprisonnement d'une année ou plus ou des deux peines à la fois<sup>20</sup>.

Dans l'ensemble, ces articles sont intéressants dans la mesure où, selon leurs définitions respectives, les infractions commises par les adultes ne semblent pas considérées comme des facteurs décisifs de la délinquance juvénile. Elles vont plutôt à l'encontre de la normalité sociale et familiale de l'époque, mettant en danger la sécurité physique et psychologique des enfants<sup>21</sup>. Précisons que l'article 34, l'article 35,

---

<sup>18</sup> S.C. 1947, c. 36.

<sup>19</sup> S.C. 1908, c. 40 et S.C. 1929, c. 46.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

l'article 39 et spécialement l'article 33 de la LJD autorisent le personnel de la CBES à juger les infractions qui contreviennent aux règlements municipaux, aux lois provinciales de la protection de la jeunesse en plus du Code criminel canadien. Lorsque la culpabilité de l'accusé est reconnue par la Cour, celui-ci recevra alors un jugement approprié, selon l'article déterminé<sup>22</sup>.

### **1.3 Le personnel de la CBES : rôles et responsabilités**

Après cette présentation des articles de la LJD, il convient maintenant d'examiner le rôle des différents membres du personnel de la CBES. Il se dégage des différents dossiers que nous avons consultés que trois postes sont déterminants dans les structures de la CBES de Saint-François; les juges, les agents de probation et les greffiers.

Le juge joue assurément le rôle central à l'intérieur de la Cour<sup>23</sup>. C'est lui qui doit notamment prononcer un verdict impartial, définitif et représentatif de la gravité de l'affaire, se donnant le droit et le devoir de protéger les intérêts de la population. À l'égard des enfants, celui-ci est perçu comme un père protecteur, protégeant les mineurs contre tous les facteurs susceptibles de mettre en danger leur développement physique et psychologique<sup>24</sup>. Entre 1950 et 1959, le degré d'implication du juge de la CBES peut varier considérablement et semble générer des jugements très différents d'une affaire à l'autre. Par exemple, lorsqu'on compare deux dossiers similaires de 1955, traitant d'un viol sur des mineurs, on constate que la sentence qui en découle est très différente :

---

<sup>22</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>23</sup> Entre 1950 et 1961, le juge principal de la CBES de Saint-François est l'honorable Jean-Charles Samson.

<sup>24</sup> Joyal, *op. cit.*, p. 70.

rigoureuse dans le cas du premier accusé, et réduite dans le second cas<sup>25</sup>. Le juge semble influencé par ses propres idéaux, produisant des décisions fondées sur des préjugés plutôt que sur des faits, malgré la similarité des cas. Celui-ci joue alors un rôle central au sein de la Cour, mais ses convictions personnelles peuvent mettre en danger l'intégrité de la justice juvénile.

Un autre membre éminent de la CBES est l'agent de probation. Depuis l'époque de la Cour des jeunes délinquants de Montréal, l'agent de probation est celui qui assure le lien entre la Cour de justice et la famille. Suivant une décision émise par le juge, les accusés retournent parfois à la maison et doivent respecter les conditions de leur sentence pour éviter une amende ou un emprisonnement. Par exemple, parmi les conditions imposées (voir la liste établie en annexe), un ivrogne peut voir sa sentence suspendue à condition « de ne pas faire d'abus de boisson » et « qu'il ne communique plus avec une autre personne d'aucune manière »<sup>26</sup>. Selon les textes législatifs, l'agent de probation doit faire une enquête sur les répondants, conseiller le tribunal et assurer une surveillance ainsi qu'une intervention en vue d'une réadaptation sociale et familiale de l'adulte<sup>27</sup>. De même, il a la fonction d'agir à titre de médiateur entre le juge et le délinquant, entre les parents et les enfants et entre les services administratifs et la Cour<sup>28</sup>. Entre 1950 et 1959, les agents de probation s'avèrent des ressources essentielles au traitement judiciaire des adultes et à la prévention de la délinquance juvénile, empêchant théoriquement le retour des conflits au sein de la cellule familiale.

---

<sup>25</sup> BAnQ-E, FCBES, 1955.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Donald Bouffard, « Étude du rôle de l'officier de probation : analyse du consensus due la conception du rôle de l'officier de probation travaillant auprès des jeunes délinquants », Mémoire de maîtrise (criminologie), Montréal, Université de Montréal, 1969, p. 70-71.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 72.

Enfin, un autre poste important au sein de la CBES est celui de greffier. Ce dernier assiste le magistrat dans ses activités quotidiennes. Il doit « assurer la correspondance avec les différents membres et intervenants du tribunal, rédiger les procès-verbaux et, dans les années 1950, mener des enquêtes préliminaires au procès<sup>29</sup> ». Il participe à la majorité des décisions de la Cour. Cependant, il semblerait qu'il est de moins en moins présent lors des comparutions judiciaires au fil des années<sup>30</sup>.

## **2- La préservation de l'unité familiale**

Dès 1950 on l'a vu, c'est la Cour de Bien-Être social qui est dorénavant chargée d'encadrer l'unité familiale sur le plan judiciaire. L'analyse des dossiers relatifs aux adultes traduits devant la CBES devient alors intéressante, car elle permet d'observer de manière neutre et sans préjugé les mentalités qui prévalent relativement aux responsabilités familiales de l'époque.

### **2.1 Les années 1950 : l'ère de la conformité familiale**

Au cours des années 1950, nous observons une forte association entre l'unité familiale et la protection de la jeunesse dans les dossiers judiciaires. Puisque notre sujet consiste en l'analyse de l'évolution du traitement réservé aux adultes accusés, il sera nécessaire de faire ressortir quelques caractéristiques de notre base de données.

À bien des égards, les affaires de la CBES dessinent une sorte de portrait inversé de l'idéal familial caractéristique des années 1950. Par le traitement judiciaire qui est réservé aux adultes accusés, il semble possible de dégager des définitions très précises des rôles parentaux jugés socialement conformes. L'institution de la famille est conçue comme un réseau de responsabilités et de droits que les membres spécifiques du groupe

---

<sup>29</sup> Moisan, *op. cit.*, p. 28

<sup>30</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

familial ont envers les autres. Conséquemment, les hommes et les femmes ont la responsabilité d'être les points de références fixes des comportements et projets personnels manifestés par les enfants, car : « les adultes sont ceux qui connaissent le monde et la vie en regard du statut ignorant et inexpérimenté des enfants<sup>31</sup> ».

Il est donc de notre avis qu'il existe un degré de concordance entre les infractions découlant de la CBES et les responsabilités parentales valorisées par la société de l'époque. En examinant le tableau 1.4 ci-dessous, nous pouvons examiner les transgressions les plus importantes dans la cellule familiale. Entre 1950 et 1959, les plus grandes infractions à l'endroit des enfants dans le district de Saint-François sont les actes de négligence (17,8 %) et d'ivrognerie (16,8 %). Selon nos statistiques, la distribution des autres actes criminels, à savoir l'abandon, l'adultère, le concubinage, les délits à caractère sexuel, l'incitation à la consommation d'alcool, etc. gravitent autour de 2 % et 10 % chacune<sup>32</sup>.

**Tableau 1.4**

**Distribution des hommes et des femmes incriminés selon les infractions réalisées,  
Saint-François, 1950-1959**

	<b>1950-1959</b>	
<b>Infractions</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Abandon (enfants, famille)	24	2,4 %
Adultère	49	4,8 %
Concubinage	20	2,0 %
Délits à caractère sexuel (immoralité,	41	4,0 %

<sup>31</sup> Conférence internationale de l'Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'Enfance et de la l'adolescence. *Parents et jeunes face à l'inadaptation juvénile*, Évian, France, 1966, p. 61.

<sup>32</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

attouchement, inceste, viol, etc.)		
Influence, tolère ou incite la consommation d'alcool chez les mineurs	45	4,4 %
Ivrognerie	170	16,8 %
Manquement à la sentence	49	4,8 %
Mauvais traitements (Violence, menace, etc.)	76	7,5 %
Néglige de pourvoir	175	17,8 %
Propos blasphématoires	57	5,6 %
Sorties nocturnes entre adultes	18	1,8 %
Autres (manquements aux devoirs religieux, vandalisme, vol, etc.)	150	14,8 %
Non disponible	139	13,7 %
<b>Total</b>	<b>1013</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

En examinant les statistiques, il semblerait qu'au cours de la période 1950 à 1959, les problèmes d'alcool et de négligence relative à la sécurité économique et personnelle des enfants sont au centre des affaires judiciaires<sup>33</sup>. En effet, l'esprit de sacrifice au profit du bien-être des enfants et de la famille semble encore à cette époque une notion grandement valorisée par la société<sup>34</sup>. Afin de supporter le développement normal des enfants, les adultes, dans la plupart des cas les hommes, doivent se consacrer à subvenir d'abord aux besoins de leurs enfants, reléguant au deuxième rang leurs propres besoins et désirs personnels. En fournissant un encadrement économique convenable aux enfants, ceux-ci peuvent donc se développer et se servir de la structure familiale pour développer « leurs propres voies sur le chemin du devoir et de la

<sup>33</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>34</sup> Philippe Garigue, *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970, p. 76.



liberté<sup>35</sup> ». À défaut d'un minimum d'encadrement économique, le risque de délinquance est beaucoup plus grand, car les enfants sont obligés de se tourner vers des moyens de subsistance plus marginaux, comme le vol, le vandalisme, la violence, etc.<sup>36</sup>.

Par ailleurs, si on répartit la population étudiée selon le sexe des adultes accusés, le nombre de délits traduits devant la CBES est beaucoup plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Entre 1950 et 1959, la proportion de la population masculine comparaissant devant la CBES surpasse celle de la population féminine (78,3 % > 21,6 %)<sup>37</sup>.

**Tableau 1.5**

**Distribution des adultes accusés comparaissant devant la CBES du district de**

**Saint-François selon le genre, 1950-1969**

	<b>1950-1959</b>	
<b>Sexe</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Hommes	513	78,3 %
Femmes	142	21,6 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Au sein des familles canadiennes-françaises, en vertu du code civil et des traditions, l'homme a principalement eu la responsabilité de faire régner une atmosphère disciplinaire et sécuritaire dans la cellule familiale. C'est aussi lui qui devait s'assurer de l'épanouissement personnel et matériel des membres de sa famille et de leur bon

<sup>35</sup> Ginette Fournier et Jacques Duval, « L'autorité dans la famille », *Les Cahiers de droit*, vol. 7, n° 2 (1966), p. 194.

<sup>36</sup> Marcel Fréchette et Marc LeBlanc, *Délinquances et délinquants*, Chicoutimi, G. Morin, 1987, p. 143-144.

<sup>37</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

comportement<sup>38</sup>. Or, plusieurs témoignages du personnel de la Cour et des membres de la famille dessinent un portrait peu flatteur des hommes. Ces derniers sont souvent vus comme des incompetents sociaux et même comme des « bêtes féroces<sup>39</sup> ». Les témoignages semblent illustrer l'incapacité de ceux-ci, spécialement les individus commettant des actes d'ivrognerie et de négligence, à rejoindre les normes établies par la société et à procurer une atmosphère propice au développement des enfants.

Pour leur part, les femmes accusées de violer l'article 33, l'article 34, l'article 35 et l'article 39 de la LJD sont considérées, encore plus que les hommes, comme incapables d'encadrer socialement et économiquement leur progéniture. Selon les autorités judiciaires, les femmes sont censées incarner la pureté et la stabilité familiales. Or, celles qui s'écartent de cet idéal et commettent des actes d'adultères, de concubinage et d'abandon, semblent traitées plus sévèrement que les hommes par la CBES<sup>40</sup>. Par exemple, la « mauvaise mère », travaillant hors de la maison, est châtiée, considérée comme fautive de ne pas veiller sur ses enfants qui vagabondent dans la ville, tandis que la mère immorale et célibataire vivant en concubinage est critiquée<sup>41</sup>. Dans les années 1950, la société canadienne-française présente une image tout à fait conservatrice du rôle familial de la femme. Celle-ci demeure le symbole de l'indulgence, de la douceur et de la tendresse, incarnant ultimement le rôle de gardienne des enfants<sup>42</sup>. Dans une période où la femme est toujours reléguée à la sphère privée, il est alors impensable pour la Cour que ces femmes puissent se dissocier de l'unité familiale.

---

<sup>38</sup> Marie-Aimée Cliche, *Maltraiter ou punir? : La violence envers les enfants dans les familles québécoises, 1850-1969*, Montréal, Boréal, 2007, p. 157.

<sup>39</sup> Ce témoignage provient d'une lettre d'une mère de famille qui demande l'aide de la Cour pour protéger ses actions contre le père.

<sup>40</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Cliche, *op. cit.*, p. 214.

En commettant ainsi de telles actions, que ce soit la négligence, les délits à caractère sexuel ou les actes d'ivrogneries<sup>43</sup>, les hommes et les femmes traduits devant la CBES semblent en rupture totale avec l'idéal d'esprit de sacrifice associé aux rôles familiaux. Ils sont coupables d'offrir un environnement néfaste au développement physique et psychologique de leurs enfants.

## 2.2 Un nouveau regard posé sur l'enfant et sur son besoin de protection

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la société canadienne assiste à une évolution importante du statut de la protection de la jeunesse. L'État commence à intervenir de plus en plus dans le domaine de l'éducation et de l'avancement du bien-être social des enfants. De même, au cours des années 1940, la population commence à accepter l'idée que les enfants ont des droits au même titre que les adultes<sup>44</sup>. Au fil d'une évolution législative et sociale inégale, la façon d'envisager la protection de la jeunesse est alors redéfinie.

Plusieurs chercheurs considèrent qu'une caractéristique des valeurs familiales est de concevoir le foyer comme un « univers de règles<sup>45</sup> ». Selon Philippe Garigue, chaque membre de la famille a des règles propres à sa position et un rôle unique à incarner dans l'épanouissement de la maisonnée. Or, il existe, entre les membres de la famille, « un transfert de sens et d'attitude incarné par la relation entre les adultes et les enfants<sup>46</sup> ». Les enfants sont considérés comme des êtres ayant besoin d'un encadrement parental constant pour devenir des citoyens exemplaires. L'implantation des CBES s'inscrit ainsi dans cette définition sociale du statut de la jeunesse. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, il est courant d'attribuer l'origine de la délinquance juvénile à la corruption des mœurs de la

---

<sup>43</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>44</sup> Cliche, *op. cit.*, p. 157.

<sup>45</sup> Garigue, *op. cit.*, p. 78.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 76.

société, à la dégénérescence de la famille et à l'influence néfaste des mauvaises fréquentations<sup>47</sup>. Cependant, le statut des enfants prend une nouvelle signification au cours des années 1950. Un nouveau sentiment de protection fait surface et gagne en popularité. Pour expliquer la délinquance juvénile, le jeune mineur est maintenant défini comme : « un jeune mineur de moins de 21 ans que l'insuffisance de ses aptitudes ou les défauts de son caractère mettent en conflit prolongé avec la réalité et les exigences de l'entourage conformes à l'âge et au milieu social du jeune<sup>48</sup> ». L'enfant lorsqu'il est victime d'un environnement social et familial inadéquat doit se voir donner la chance d'être réadapté par un placement dans un milieu spécifiquement conçu à cet effet. En définissant la délinquance comme une forme d'inadaptation, les nouveaux experts de la jeunesse posent ainsi la question de la relation du jeune avec son milieu et suggèrent une conception du phénomène en termes sociologiques<sup>49</sup>. Dans cette nouvelle perspective, les anciennes modalités pour rééduquer les jeunes délinquants sont alors perçues comme des entreprises moralisatrices et dépassées dès les années 1950.

Ainsi, sur un plan théorique, le statut des mineurs semble se transformer au début des années 1950. Or, l'exercice concret de la justice juvénile que nous observons dans ce mémoire, via les cas d'adultes, indique que les réflexes anciens sont toujours présents. La reconnaissance des droits de l'enfant est loin d'être pleinement acquise.

---

<sup>47</sup> Marie-Paule Malouin, *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1996, p. 198.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 202.

### 2.3 Le maniement de la justice juvénile par les adultes

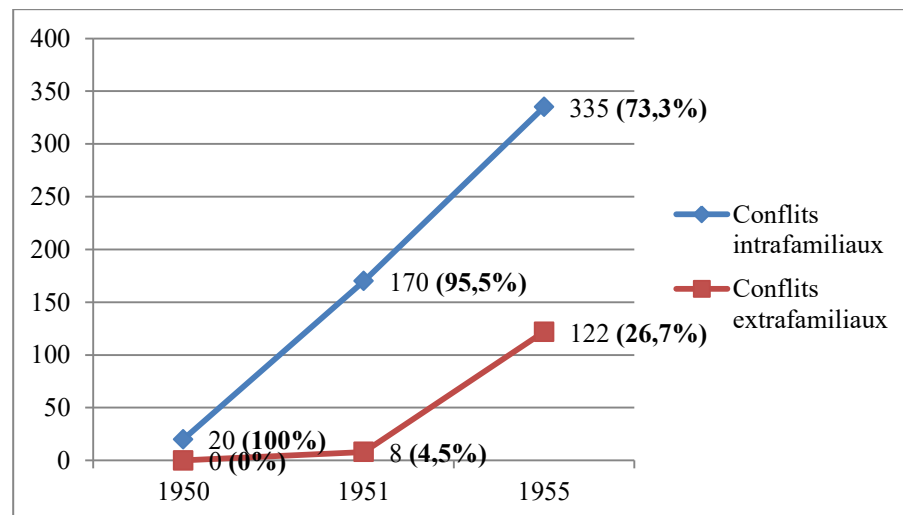
Au sein de la CBES du district de Saint-François, il existe un obstacle majeur au bon fonctionnement de la justice juvénile : les adultes. Certes, la LEPJ de 1950 et 1951 redéfinit la protection de l'enfance, mais c'est la CBES qui arbitre les conflits privés de la famille.

La consultation des dossiers de la CBES révèle l'abondance des conflits entre adultes. En effet, plusieurs adultes utilisent les services de la Cour pour régler des problèmes à caractère « intrafamilial » (soit à l'intérieur de la famille) ou « extrafamilial » (soit à l'extérieur de la famille). Entre 1950 et 1959, 60,3 % des affaires reliées aux adultes impliquent une relation « intrafamiliale » entre les fautifs et les enfants, tandis que 39,7 % des dossiers sont reliés à une relation « extrafamiliale »<sup>50</sup>.

**Figure 1.1**

**Répartition des dossiers judiciaires selon la nature des conflits,**

**Saint-François, 1950-1959**



**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

<sup>50</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

En observant les dossiers judiciaires, il semblerait que la proportion des conflits « extrafamiliaux » augmente progressivement lors de la première décennie d'existence de la CBES<sup>51</sup>. En effet, il est commun, entre 1950 et 1959, d'avoir recours aux services de la CBES même si le conflit ne concerne pas directement les enfants ou n'influence pas directement la délinquance juvénile. Même si les problèmes familiaux ne touchent pas la sécurité immédiate de l'enfant, mais qu'une personne est capable d'entretenir l'idée que le développement de l'enfant est en danger, celle-ci peut faire arrêter une autre personne. Un excellent exemple pour démontrer ce maniement judiciaire est le cas de Baube<sup>52</sup>. Ce dernier est un jeune adulte de vingt-deux ans qui accueille un couple d'amis mineurs, un garçon de 16 ans et une fille de 17 ans dans sa demeure. Tandis que le jeune couple s'isole dans une chambre pour avoir des relations sexuelles, Baube continue à effectuer ses tâches usuelles dans l'appartement, ne se préoccupant pas de leurs activités. Or, en permettant aux mineurs d'avoir des relations sexuelles chez lui, Baube est victime de sa propre indulgence. Considérant un couple de mineurs ayant des relations sexuelles avant le mariage contre la moralité de l'époque, le père de la jeune fille décide de faire arrêter Baube. Malgré l'association légale très faible qu'on peut faire ici avec un danger de provoquer la délinquance chez les mineurs, ce dernier parvient tout de même à faire traduire Baube devant la justice juvénile. Celui-ci reçoit une sentence suspendue suivant une bonne conduite<sup>53</sup>. La CBES doit donc assurer la sécurité physique et psychologique des mineurs, mais celle-ci semble être régulièrement utilisée pour régler les discordes entre les adultes.

---

<sup>51</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>52</sup> *Ibid.*, 1951. Rappelons qu'il s'agit ici d'un nom fictif.

<sup>53</sup> *Ibid.*

Toutefois, les conflits « intrafamiliaux » demeurent les cas prédominants à l'intérieur de la CBES (60,3 %)<sup>54</sup>. En principe, les querelles familiales doivent représenter une menace à la sécurité physique et psychologique des enfants pour qu'elles soient traduites devant le tribunal juvénile. Dans la pratique, il semblerait, par contre, que la plupart des infractions rapportées par des conjoints ou des conjointes n'offrent pas, selon notre évaluation, un véritable danger pour le développement des enfants, mais perturbe plutôt la relation conjugale. Entre 1950 et 1959, les problèmes de cœur et de précarité matérielle se mélangent dans les affaires judiciaires et plusieurs semblent avoir peu de lien immédiat avec le bien-être et la protection des enfants<sup>55</sup>. Un exemple probant est le cas de Brad, un père de famille sherbrookoise de 25 ans. Celui-ci semble démontrer une grande affection pour ses deux enfants et génère un environnement propice aux développements physiques et psychologiques de ceux-ci. Or, ce dernier a une maîtresse et néglige considérablement sa femme. Il s'écoule trois mois avant que celle-ci s'ingère et intervienne dans la relation extra-conjugale de son mari en utilisant les services de la CBES de Saint-François. Elle traduit, en effet, Brad devant le tribunal, grâce à l'article 33 de la LJD. Son époux sera reconnu coupable de commettre des actes allant à l'encontre d'un encadrement familial normal pour les enfants et de favoriser ainsi les comportements délinquants. Brad est réprimandé par la Cour et sa sentence est suspendue *sine die* (sans fixer de jour) jusqu'à ce qu'il soit réformé et ne voit plus sa maîtresse<sup>56</sup>. Ce cas et plusieurs autres que nous avons observé dans les dossiers portent à croire que la justice juvénile est utilisée par les adultes, non pas toujours pour protéger

---

<sup>54</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> *Ibid.*, 1951.

les droits de la population juvénile et prévenir le développement des comportements délinquants, mais pour régler des conflits personnels et conjugaux.

### **3- L'écart entre théorie et pratique au sein de la CBES de Saint-François**

Entre 1950 et 1977, la sécurité de la population juvénile est officiellement au centre des préoccupations de la CBES de Saint-François. Cette partie du chapitre nous aidera à mieux comprendre comment les adultes utilisent les structures de la CBES pour imposer leur autorité à l'intérieur de la cellule familiale.

#### **3.1 Les sentences données aux adultes jugés coupables**

À travers les dossiers judiciaires du district de Saint-François, nos recherches semblent indiquer qu'il existe un écart entre la législation et son application quotidienne par la CBES entre 1950 et 1959. L'indulgence des sentences est un exemple de ce décalage. Selon le tableau 1.5, 53,4 % des affaires judiciaires impliquant un adulte qui surviennent entre 1950 et 1959, ont été suspendues ou ajournés *sine die*, 24,9 % des accusés ont reçu une condamnation avec sursis de la part du juge, 3,2 % ont reçu une amende de moins de 500 \$, 4,6 % ont été emprisonnés et seulement 3,1 % des adultes ont été acquittés<sup>57</sup>.

---

<sup>57</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.



Tableau 1.6

**Distribution des hommes et des femmes accusés selon les sentences, Saint-François,  
1950-1959**

	<b>1950-1959</b>	
<b>Sentences</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Ajournée/suspendue <i>sine die</i>	350	53,4 %
Condamnation avec sursis	163	24,9 %
Emprisonnement	30	4,6 %
Amende	3	0,5 %
Amende sous peine de prison	21	3,2 %
Acquitté/plainte retirée	20	3,1 %
Non disponible	68	10,4 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Si une forte proportion d'adultes est trouvée coupable, il s'avère, paradoxalement, que la Cour est extrêmement indulgente dans ses sentences, ne recourant qu'en de rares occasions à la détention ou aux amendes. Nous pouvons soupçonner que cette stratégie pénale ne relève pas d'une volonté de clémence, mais plutôt d'une notion pragmatique de la justice. Selon la mentalité de l'époque, institutionnaliser un mineur pour le rééduquer est prescrit, mais séquestrer un homme pourvoyeur de sa famille, violent ou abusif, est contre-productif<sup>58</sup>. Dans l'intérêt de l'enfant, le juge de la CBES peut estimer qu'il serait néfaste d'enfermer son père en prison. L'intérêt d'une telle mesure est de préserver l'intégrité du contexte social et

<sup>58</sup> David Niget, *La naissance du tribunal pour enfants, Une comparaison France-Québec (1912-1945)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 297.

familial entourant les enfants. De ce fait, les sentences conciliantes constituent une question intéressante concernant la justice juvénile de l'époque.

Un autre aspect de la justice rendue par la CBES révèle l'écart entre la théorie et la pratique : il s'agit de ce que nous appellerons l'approche personnalisée du traitement judiciaire. Le dépouillement des affaires judiciaires de la première décennie de la CBES révèle que les rapports entre le juge et l'adulte fautif ne sont pas tendus, mais sont plutôt traités sur un ton désapprobateur, comme un père de famille qui critique son enfant. L'absence de formalités à l'intérieur des procès semble autoriser le juge à accélérer le processus de décision, évitant d'examiner dans les moindres détails de l'affaire, ne prenant en note que l'infraction commise par l'adulte et la condamnation<sup>59</sup>. En dépouillant les dossiers judiciaires de 1950 à 1959, nous constatons que la présence des rapports d'enquêtes présentés au magistrat est extrêmement rare. Sur 655 affaires, 18,9 % des dossiers contiennent un rapport, se résumant à quelques notes illisibles, abrégées et factuelles sur le contexte de l'infraction et la situation familiale du présumé fautif<sup>60</sup>.

---

<sup>59</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>60</sup> *Ibid.*

Tableau 1.7

**Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du  
district de Saint-François selon les rapports rédigés, 1950-1959**

	<b>Nb total de dossiers d'adultes dans la CBES</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes avec un rapport</b>	<b>Proportion (%)</b>
<b>1950</b>	20	2	10,0 %
<b>1951</b>	178	34	19,1 %
<b>1955</b>	457	88	19,3 %
<b>Sous-total</b>	<b>655</b>	<b>124</b>	<b>18,9 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1959. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

La faible documentation des cas présentés devant la Cour est remarquable. À l'intérieur des rapports d'enquêtes, il n'y a pas d'analyse concernant les raisons poussant l'adulte à commettre un acte contre les enfants. Très peu est dit sur le contexte familial et social entourant le délit et lorsqu'elles existent, les enquêtes sont rarement utilisées par le magistrat dans les procédures<sup>61</sup>. Ce climat convivial semble provoquer un manque de rigueur dans l'application des règles et des procédures, alors que ni les parents ni les enfants ne sont représentés par des avocats et qu'il n'existe pas de droit d'appel des décisions<sup>62</sup>.

On s'en doute, malgré la « nouveauté » de la CBES, les mailles de son filet sont loin d'attraper tous les problèmes familiaux nécessitant une intervention judiciaire, bien au contraire. Les cas qui y sont traités ne représentent sans doute que la pointe de l'iceberg des dérèglements familiaux dans le district. Le fonctionnement de la CBES semble ainsi assez peu systématisé pendant cette décennie.

<sup>61</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>62</sup> *Ibid.*

## **Conclusion**

Entre 1950 et 1959, la protection de la jeunesse est au centre des inquiétudes de la CBES. C'est pour assumer son mandat que le tribunal traite des dossiers d'adultes en vertu des articles de la *Loi concernant les jeunes délinquants* qui leur sont spécialement dédiés. Nous avons observé que ces dossiers représentent une très forte proportion des activités de la Cour (49,8 %). Par ailleurs, ils touchent très majoritairement des hommes (78,3 %). Au cours de sa première décennie d'activité, la CBES se caractérise par une procédure relativement sommaire (peu d'enquêtes) et une approche personnalisée. Comme en fait foi notre banque de données, les adultes du district de Saint-François ont parfois recours à la CBES pour trouver des solutions à des problèmes qui semblent, selon notre observation, très éloignés de la délinquance juvénile proprement dite. Afin de comprendre l'évolution de la CBES, il est important d'analyser profondément les informations qui concernent décennies suivantes. C'est ce que nous ferons dans les prochains chapitres.

## **Chapitre 2. Les adultes devant la Cour de Bien-Être social entre 1960 et 1969**

On l'a vu au chapitre précédent, les dissensions et les querelles familiales étaient au cœur des dossiers d'adultes traités par la CBES du district de Saint-François dans les années 1950. Or, au cours de la décennie suivante, une nouvelle sensibilité à l'égard de la protection de la jeunesse se fait jour<sup>1</sup>. Le mouvement familial commence à promouvoir les droits des enfants, des pratiques inédites émergent dans les institutions de protection de la jeunesse et un nombre abondant d'experts œuvrent désormais dans les domaines de la psychologie, de la criminologie et du travail social<sup>2</sup>. La société est alors prédisposée à changer progressivement son rapport aux adultes accusés.

Afin de bien comprendre l'évolution du traitement judiciaire des adultes à la CBES de Saint-François, nous commencerons ce chapitre en effectuant un portrait général des cas d'adultes entre 1960 et 1969. Nous verrons, dans cette première section, qu'au cours de cette période les dossiers d'adultes semblent moins présents dans la CBES. Nous procéderons ensuite à la présentation des infractions commises par les accusés telles qu'exposées dans les dossiers. Par la suite, nous observerons les transformations de l'univers familial à travers le genre des accusés et leur rôle au sein de la cellule familiale. Puis, nous terminerons ce chapitre en examinant le type de sanctions imposées aux adultes inculpés et leurs conditions d'application.

---

<sup>1</sup> Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur, La révolution tranquille vol. I*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 502 p. ; *La difficile recherche de l'égalité, La révolution tranquille vol. II*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 408 p.

<sup>2</sup> Denise Lemieux et Michelle Comeau, *Le mouvement familial au Québec, 1960-1990 : une politique et des services pour les familles*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002, 297 p.

## **1- Le portrait général des cas d’adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François**

De nombreux éléments présents dans les archives de la Cour de Bien-Être social permettent de dresser un portrait général des cas d’adultes qui y comparaissent. Parmi eux, notons la proportion évolutive des dossiers d’adultes ainsi que la répartition géographique des arrestations dans le district de Saint-François.

### **1.1 Une diminution des cas d’adultes à la CBES**

Comme nous l’avons constaté au chapitre précédent, l’implantation d’une CBES au sein du district de Saint-François avait favorisé la mise en place d’un système judiciaire juvénile qui, par extension de son mandat, arbitrait aussi les problèmes conjugaux, qu’ils soient affectifs ou liés à des enjeux matériels<sup>3</sup>. Toutefois, la période de la Révolution tranquille marque un tournant majeur pour la Cour. Entre 1960 et 1969, les statistiques de la CBES de Saint-François indiquent une nette diminution du nombre d’adultes dans l’ensemble de ses cas. Selon la base de données que nous avons constituée, la proportion des cas dans lesquels un adulte est arrêté pour avoir « commis ou toléré un acte ayant pour effet de faire de l’enfant un jeune délinquant ou qui le portera à le devenir<sup>4</sup> » passe de 50,2 % en 1955 à 41,0 % en 1960 et à 13,5 % en 1965, soit de 457 adultes à 103<sup>5</sup>. Le tableau 2.1 ci-dessous indique qu’en moyenne, dans la deuxième décennie d’existence de la CBES, la présence des adultes est moins grande qu’au cours de la période précédente.

---

<sup>3</sup> Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l’Estrie (BAnQ-E), Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François (FCBES), 1950-1959.

<sup>4</sup> *Loi concernant les jeunes délinquants*, S.C. 1908, c. 40 et S.C. 1929, c. 46.

<sup>5</sup> BAnQ-E, FCBES, 1955-1965.

Tableau 2.1

## Proportion des dossiers d'adultes à la CBES, 1950-1969

	Nb total de dossiers dans la CBES	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
1950	29	20	69,0 %
1951	375	178	47,5 %
1955	910	457	50,2 %
1960	1463	600	41,0 %
1965	762	103	13,5 %
<b>Total</b>	<b>3539</b>	<b>1358</b>	<b>38,4 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Malheureusement, la CBES ayant à ce jour peu intéressé les chercheurs, l'historiographie ne nous permet pas de connaître la raison exacte de cette décroissance. Cependant, à la suite de nos recherches, il nous semble que cette diminution, dès 1960, est directement liée au balbutiement du processus de « déjudiciarisation » des problèmes familiaux. Au tournant des années 1960, le gouvernement de Jean Lesage souhaite promouvoir l'intérêt des enfants au cœur de la démarche judiciaire<sup>6</sup>. Toutefois, les changements réels sont lents à se mettre en place et, d'une façon générale, on continue de reproduire les méthodes en vigueur depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Il faut attendre la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle pour voir l'existence d'une solution de rechange au système judiciaire, qui permettrait de restreindre les causes entendues à la Cour, privilégiant davantage la sécurité physique et psychologique des enfants plutôt que les conflits conjugaux et matériels des adultes. Nous soupçonnons alors que le processus de

<sup>6</sup> Renée Joyal, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 : jalons*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999, p. 207-208.

<sup>7</sup> *Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse*, S.Q. 1950, c. 11; *Loi modifiant la Loi des écoles de protection de la jeunesse*, S.Q. 1951, c. 56; *Loi concernant la protection de la jeunesse*, S.Q. 1960, c. 42.

« déjudiciarisation » est entamé dans le district de Saint-François dès 1960, déléguant la majorité des affaires dont la gravité n'est pas extrême aux divers centres de services sociaux de la région<sup>8</sup>. Nous analyserons davantage cette hypothèse à l'effet qu'un phénomène de « déjudiciarisation » des problèmes familiaux est à l'œuvre dans le prochain chapitre. Contentons-nous pour l'instant de constater la diminution des cas d'adultes dans la CBES de Saint-François dès le début des années 1960.

## **1.2 La répartition géographique des adultes accusés du district de Saint-François**

Pour dresser le portrait des adultes accusés, il importe d'examiner dans un premier temps la répartition géographique des arrestations. Comme il a été mentionné dans le premier chapitre, la CBES de Saint-François est installée à Sherbrooke et son champ de juridiction comprend plusieurs municipalités urbaines et rurales à travers l'Estrie<sup>9</sup>. Entre 1950 et 1959, 76,6 % des adultes comparaisant devant la CBES proviennent des centres urbains du district, dont 53,1 % se rattachent à la cité de Sherbrooke (348 adultes), et 19,1 % émanent des arrondissements ruraux<sup>10</sup>. Par comparaison avec la période qui précède, les statistiques de la deuxième décennie de la CBES révèlent une faible augmentation du nombre d'arrestations des adultes dans les centres ruraux<sup>11</sup>. En effet, la proportion des dossiers dans lesquels un adulte, comparaisant à la CBES, est arrêté dans un village ou une municipalité rurale, entre

---

<sup>8</sup> Ignace-J. Deslauriers, *Les tribunaux du Québec et leurs juges : Cour provinciale, Cour des sessions de la paix, Tribunal de la jeunesse, Cour municipale*, Cowansville, Éditions Y. Blais, 1986, p. 117-118.

<sup>9</sup> Frédéric Moisan, « Le traitement judiciaire des jeunes délinquants à la Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1977 », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2011, p. 27.

<sup>10</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>11</sup> Il est à noter qu'entre 1960 et 1976, les informations judiciaires entourant le lieu des arrestations sont complètes.



1950 et 1969, augmente seulement de 19,1 % à 23,3 %, tandis que la proportion des arrestations dans les villes demeure identique (76 %) <sup>12</sup>.

**Tableau 2.2**

**Distribution des dossiers judiciaires d'adultes de la CBES selon les  
arrondissements urbains et ruraux du district de Saint-François, 1950-1969**

	1950-1959		1960-1969	
	Arrondissements urbains			
Villes	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Asbestos	29	4,4 %	37	5,3 %
Coaticook	44	6,7 %	32	4,6 %
Sherbrooke	348	53,1 %	322	45,8 %
Autres (Windsor, Richmond, East Angus, Magog, Lac Mégantic, etc.)	81	23,4 %	148	21,1 %
Sous-total	502	76,6 %	539	76,8 %
	Arrondissements ruraux			
Villages/municipalités	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
North Hatley	1	0,2 %	3	0,4 %
Rock Island	5	0,8 %	15	2,1 %
Omerville	5	0,8 %	5	0,7 %
Autres (Ayer's Cliff, Chartierville, Cookshire, St-Camille, Nantes, etc.)	114	17,4 %	141	20,1 %
Sous-total	125	19,1 %	164	23,3 %
Non-disponible	33	5,0 %	0	0,0 %
Total	655	100 %	703	100 %

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Malgré la faible croissance des cas d'adultes dans les zones rurales du district de Saint-François (4,2 %), il semble que l'intervention judiciaire de la CBES s'effectue

<sup>12</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

constamment dans les arrondissements urbains. En réalité, le faible taux de peuplement des zones rurales ne semble pas garantir une intervention judiciaire constante dans les cellules familiales des municipalités comme North Hatley (0,2 %), Rock Island (0,8 %), Omerville (0,8 %), etc. Lorsqu'un conflit impliquant un mineur survient dans une zone urbaine, il est plus facile pour le voisinage rapproché et l'ensemble des forces publiques d'intervenir et de prévenir rapidement les autorités. À l'inverse, les résidents des zones rurales peuvent attendre longtemps avant de recevoir un soutien (ou une dénonciation) du voisinage ou de la police<sup>13</sup>. En somme, selon les données du tableau 2.2, plus un territoire est urbanisé et la densité de sa population est élevée, plus nombreuses et diversifiées s'avèrent les affaires criminelles<sup>14</sup>.

Bref, nous pouvons conclure que le portrait des cas d'adultes accusés au sein de la CBES se transforme progressivement au fil des décennies. Par contre, c'est surtout l'analyse des infractions et des jugements de la CBES de Saint-François qui nous permet de jauger l'évolution des dossiers judiciaires. C'est ce que nous allons explorer dans les prochaines sections.

## **2- Le type d'infractions commises par les adultes de la CBES**

Les archives de la CBES de Saint-François révèlent que les infractions perpétrées par les adultes sont de plusieurs types. Cette partie du chapitre explore les différents types d'offenses commises contre les enfants, en vertu des articles de la *Loi concernant les jeunes délinquants* (LJD) destinés aux adultes.

---

<sup>13</sup> Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane St-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Laval, Les Éditions de l'IQRC, 1998, p. 481-483.

<sup>14</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

## 2.1 Les articles de lois mobilisés pour incriminer les adultes

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, les adultes ayant commis diverses infractions sont convoqués à la CBES en fonction des articles de la LJD. Rappelons-nous qu'entre 1950 et 1959, 97 % des adultes (633 cas sur 655) avaient été traduits en justice sous l'article 33<sup>15</sup>. Or, les dossiers de la CBES révèlent une faible diminution du nombre d'adultes traduits sous cet article dans les années 1960. Si l'on compare la moyenne des deux décennies, il s'avère que la proportion des arrestations sous l'article 33 de la LJD passe de 97 % (1950-1959) à 88,8 % (1960-1969)<sup>16</sup>. Selon le tableau 2.3 ci-dessous, il semblerait que ce léger changement soit attribuable à l'augmentation des causes traduites sous les articles 34, 35 et 39. En effet, la proportion des affaires relevant de ces articles pris de façon globale passe de 3,4 % à 11,2 % entre 1960 et 1969<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> BAnQ, FCBES, 1950-1959.

<sup>16</sup> *Ibid.*, 1950-1969.

<sup>17</sup> BAnQ, FCBES, 1960-1969.

Tableau 2.3

**Distribution des adultes selon les articles de lois de la LJD en vertu desquels ils  
comparaissent à la CBES de Saint-François, 1950-1969**

	1950-1959		1960-1969	
	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Article 33	633	97 %	624	88,8 %
Article 34	0	0,0 %	1	0,1 %
Article 35	19	3,0 %	55	7,8 %
Article 39	3	0,4 %	23	3,3 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Il est de notre avis que cette faible utilisation de l'article 34, l'article 35 et l'article 39 de la LJD est principalement lié à la clarté et la précision de ces articles<sup>18</sup>. En effet, la définition détaillée des articles 34, 35 et 39 limite un recours élargi à l'instance judiciaire juvénile pour traiter les conflits conjugaux et familiaux, nécessitant, par le fait même, des preuves tangibles pour justifier leur utilisation<sup>19</sup>. Pour l'article 33, c'est tout le contraire. En raison de son caractère large et imprécis, il semble toujours celui qui accommode le mieux les agents de la paix, car il figure toujours en position dominante dans les constats d'infraction des dossiers de la CBES (88,8 %). Par contraste, les autres articles de la LJD qui concernent les adultes demeurent rarement appliqués dans les affaires judiciaires (11,2 %)<sup>20</sup>.

<sup>18</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

## 2.2 Évolution du type d'infractions entre 1960 et 1969

Les délits commis par les adultes comparaissant devant la CBES de Saint-François peuvent être regroupés en plusieurs catégories. Le tableau 2.4, conçu à partir de nos données (voir ci-dessous), illustre les différentes transgressions qui surviennent au cours des années 1960 à 1969. D'une part, il est essentiel de mentionner que les crimes les plus souvent commis par les adultes du district de Saint-François demeurent les actes d'ivrognerie et de négligence<sup>21</sup>. Dans les deux décennies étudiées à ce stade de la recherche, ces types d'infractions représentent 31,5 % des affaires judiciaires, tandis que la proportion de chacune des autres catégories de délits est minime (moins de 10 % chacune). Selon les statistiques que nous avons colligées, la distribution des autres motifs d'arrestation, à savoir l'adultère, le concubinage, l'abandon, les mauvais traitements, l'incitation à la consommation, les propos blasphématoires, les sorties nocturnes entre adultes et les manquements à la sentence, reste sensiblement stable au fil des années.

**Tableau 2.4**

**Répartition de la population d'adultes accusés selon l'infraction commise dans la  
CBES de Saint-François, 1950-1969**

	<b>1950-1959</b>		<b>1960-1969</b>	
<b>Infractions</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Abandon (enfants, famille)	24	2,5 %	22	2,4 %
Adultère	51	5,0 %	34	3,7 %
Concubinage	25	2,5 %	13	1,4 %
Délits à caractère sexuel (immoralité,	26	2,6 %	131	14,2 %

<sup>21</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

attouchements, inceste, viol, etc.)				
Influence, tolère ou incite la consommation d'alcool chez les mineurs	45	4,4 %	58	6,3 %
Ivrognerie	170	16,7 %	144	15,6 %
Manquement à la sentence	49	4,8 %	39	4,2 %
Mauvais traitements (Violence, menaces, etc.)	75	7,4 %	58	6,3 %
Négligence	201	19,7 %	145	15,7 %
Propos blasphématoires	50	4,9 %	36	3,9 %
Sorties nocturnes entre adultes	18	1,8 %	30	3,2 %
Autres (manquements aux devoirs religieux, vandalisme, vol, etc.)	150	14,8 %	35	3,8 %
Non disponible	135	13,2 %	180	19,5 %
<b>Total</b>	<b>1013</b>	<b>100 %</b>	<b>925</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

En examinant soigneusement le tableau 1.4, une des catégories répertoriées se distingue par sa proportion évolutive entre 1950 et 1969 : les délits à caractère sexuel. En effet, le pourcentage des délits à caractère sexuel, soit les attouchements, les viols, les actes immoraux, l'inceste, etc., passe de 2,6 % à 14,2 % entre 1950 et 1969. Représentant une augmentation de plus de 10 % de l'ensemble des affaires de la CBES impliquant des adultes entre 1960 et 1969<sup>22</sup>, ce type d'infraction est traité différemment des autres actes criminels. C'est la seule transgression où la Cour documente, de manière explicite et dactylographiée, les témoignages des victimes mineures<sup>23</sup>. Par exemple, lors d'une affaire impliquant un attouchement sexuel envers un enfant, le mineur est appelé à

<sup>22</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

<sup>23</sup> *Ibid.*

exposer les actions de l'accusé devant le juge, générant un témoignage explicite et décisif. Cette multiplication des cas à caractère sexuel traités par la Cour peut être attribuable à plusieurs éléments. La nouvelle sensibilité de la population envers le bien-être des enfants constitue sans doute un des facteurs explicatifs importants. En effet, au cours des années 1960, plusieurs associations québécoises qu'on peut rattacher au mouvement familial, s'engagent dans la défense des droits des jeunes et à la redéfinition de l'univers familial<sup>24</sup>. Ces mouvements reflètent la sensibilité populaire changeante à l'égard du bien-être des mineurs tout autant qu'ils l'influencent. Dans ce contexte évolutif, les cas d'enfants victimes de violence et d'abus sexuels trouvent un écho particulièrement fort auprès la population<sup>25</sup>. Les transgressions sexuelles des adultes accusés semblent ainsi devenir de plus en plus inacceptables, au fil des ans, pour la population et la CBES du district.

Bref, les années soixante sont marquées par une légère évolution du type d'infractions portées à l'attention de la CBES du district de Saint-François. Cette transformation est aussi frappée, nous le verrons dans la partie qui suit, par la mutation des normes relative aux genres et aux rôles familiaux.

### **3- Dans un monde en évolution : la question du genre et des rôles parentaux**

Au cours de la période marquée par la Révolution tranquille, le modèle familial traditionnel commence à être remis en question et les comportements associés aux rôles parentaux évoluent. Il est donc intéressant d'approfondir, pour les dossiers des années

---

<sup>24</sup> Lemieux, *op.cit.*, p. 24-25.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 30-31.

1960 de la CBES du district de Saint-François, l'analyse des paramètres sociaux et familiaux selon le genre des accusés, leur âge et leur plus ou moins grande proximité familiale avec les mineurs concernés.

### 3.1 Une population majoritairement masculine

Comme nous l'avons constaté au chapitre précédent, si on répartit la population étudiée selon le sexe des adultes accusés, le nombre de délits traduits devant la CBES est beaucoup plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Rappelons qu'entre 1950 et 1959 la proportion de la population masculine comparaissant devant la CBES surpassait déjà celle de la population féminine (78,3 % > 21,6 %)<sup>26</sup>. Or, selon la base de données que nous avons constituée, entre 1960 et 1969, c'est désormais 81,8 % des accusés qui sont de sexe masculin, soit 575 cas sur 703, ce qui représente environ six hommes pour une femme<sup>27</sup>. En examinant le tableau 2.5, il apparaît donc que la proportion de la population féminine comparaissant devant la CBES de Saint-François diminue de 21,6 % à 18,2 %.

**Tableau 2.5**

**Distribution des adultes accusés comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le genre, 1950-1969**

Sexe	1950-1959		1960-1969	
	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Hommes	513	78,3 %	575	81,8 %
Femmes	142	21,6 %	128	18,2 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

<sup>26</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>27</sup> *Ibid.*, 1960-1969.



En réalité, la croissance de la population masculine qui comparait à la CBES est significative au regard des changements de la vie familiale estrienne. Entre 1960 et 1969, comme l'explique Renée B-Dandurand : « Si l'hégémonie des hommes dans la sphère publique demeure indiscutable, la compétition des femmes se fait plus vive dans certains secteurs, notamment dans les professions libérales et les secteurs de la culture<sup>28</sup> ». Dans la sphère familiale, il devient alors de plus en plus embarrassant pour l'État d'accorder l'autorité légitime aux hommes, spécialement lorsque certains d'entre eux restent insouciants des maux psychologiques et physiques des membres de la cellule familiale. De surcroît, le législateur intervient et ajuste éventuellement les droits et les responsabilités familiales des hommes, abolissant l'autorité maritale en 1964<sup>29</sup>. La division des cas judiciaires selon le sexe des adultes accusés nous permet ainsi d'examiner le nouvel état d'esprit sociétal concernant les rôles parentaux au sein duquel la CBES de Saint-François exerce ses activités judiciaires.

### **3.2 Des accusés issus principalement de la famille proche ?**

Examinons maintenant l'évolution des deux catégories de relations entre adulte accusé et enfant, soit les relations « intrafamiliales » (soit les relations à l'intérieur de la famille) et les relations « extrafamiliales » (soit les relations à l'extérieur de la famille). Entre 1950 et 1959, 60,3 % des affaires judiciaires impliquent une relation « intrafamiliale » entre les fautifs et les mineurs, tandis que 39,7 % des dossiers de la CBES englobent des relations « extrafamiliales »<sup>30</sup>. Or, il semble que l'écart entre ces

---

<sup>28</sup> Renée B.-Dandurand, « Peut-on encore définir la famille ? », dans Fernand Dumont (dir.), *La Société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 56.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>30</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

catégories s'accroît entre 1960 et 1969. En effet, selon les données statistiques, le taux d'infraction impliquant les relations de nature « intrafamiliales » passe de 64 % à 84,5 % de 1960 à 1969, tandis que la proportion des relations « extrafamiliales » diminue de 36 % à 15,5 %<sup>31</sup>. D'ailleurs, si on divise les données selon le genre des accusés, on constate (tableau 2.6 ci-dessous) que la proportion des cas impliquant **un homme et un enfant** dans une relation « intrafamiliale », entre 1960 et 1969, augmente de 57,5 % à 83,9 %, tandis que la proportion des relations « extrafamiliales » diminue de 42,5 % à 16,1 %, soit de 205 cas à 15<sup>32</sup>. Les conflits arbitrés par la Cour revêtent donc une dimension très nettement familiale.

**Tableau 2.6**

**Distribution des adultes accusés traduits devant la CBES du district de Saint-François selon la nature de la relation entre l'accusé et la victime, 1960-1969**

	<b>1960</b>		<b>1965</b>	
<b>Sexe</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Homme	482	80,3 %	93	87,4 %
<b>Nature des relations avec le mineur</b>				
Relation « intrafamiliale » (pères, oncles)	277	57,5 %	78	83,9 %
Relation « extrafamiliale » (voisins, amis, etc.)	205	42,5 %	15	16,1 %
<b>Sous-total</b>	<b>482</b>	<b>100 %</b>	<b>93</b>	<b>100 %</b>

<b>Sexe</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Femmes	118	19,7 %	10	12,6 %
<b>Nature des relations avec le mineur</b>				

<sup>31</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

<sup>32</sup> *Ibid.*

Relation intrafamiliale (mères, tantes)	107	90,6 %	9	90,0 %
Relation extrafamiliale (voisines, amies, etc.)	11	9,4 %	1	10,0 %
<b>Sous-total</b>	<b>118</b>	<b>100 %</b>	<b>10</b>	<b>100 %</b>

<b>Total</b>				
<b>Relation intrafamiliale</b>	<b>384</b>	<b>64 %</b>	<b>87</b>	<b>84,5 %</b>
<b>Relation extrafamiliale</b>	<b>216</b>	<b>36 %</b>	<b>16</b>	<b>15,5 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Au Québec, les années 1960 correspondent à une période d'accélération de la modernisation et de transformations des modes de vie. Dans l'univers familial, le modèle du père « éducateur » commence à prendre une place croissante ce qui n'échappe pas à la CBES. En outre, le nouveau modèle comporte une plus grande implication du père dans la vie familiale, tout en continuant de lui faire jouer le rôle de pourvoyeur des besoins matériels de la famille. Comme nous l'explique Michelle Roy : « l'homme du foyer n'est pas soumis à la totalité des tâches domestiques, mais il se rend utile lors de sorties, d'évènements sportifs et lors de moments consacrés à l'éducation des enfants<sup>33</sup> ». L'augmentation des cas impliquant une relation « intrafamiliale » entre un homme et un mineur (57,3 % > 94,9 %) indique alors que, dès 1960, le passage du rôle de père « pourvoyeur » à celui de père « éducateur » amène la CBES de Saint-François à tenir compte dans ses décisions des nouveaux devoirs paternels<sup>34</sup>. C'est désormais en fonction du rôle et des responsabilités du modèle du père « éducateur » que la CBES détermine les infractions contre les enfants et cherche à prévenir de nouveaux cas de délinquance.

<sup>33</sup> Michelle Roy, « L'évolution de la figure paternelle dans les publicités du journal sherbrookoise, La Tribune, au XX<sup>e</sup> siècle », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2007, p. 62.

<sup>34</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

Par ailleurs, en examinant le tableau 2.6, il semblerait aussi que le regard de la CBES sur le rôle et les responsabilités des mères québécoises connaît peu de modifications au cours des années 1960. La constance du taux de distribution des cas impliquant une femme et un mineur dans une relation « intrafamiliale » (90,6 % > 90 %<sup>35</sup>) laisse croire que la CBES cible toujours les mères qui se dissocient de la normalité familiale. À notre avis, la CBES ne fait pas preuve d'ouverture face aux nouvelles valeurs féministes qui se diffusent tranquillement à l'époque, mais de conservatisme, entretenant toujours l'idée de la femme au foyer et de la gardienne des enfants. Or, la période des années 1960 est marquée par les prémices d'une nouvelle vague de féminisme. Comme l'explique Francine Descarries et Christiane Corbeil : « La vague de féminisme remet en cause les rôles traditionnels dont certains professionnels et membres influents de la société ont souvent fait la promotion<sup>36</sup>. ». Les femmes critiquent la conception selon laquelle l'amour maternel est naturel et qu'elles doivent engendrer, ce qui amènera progressivement certaines d'entre elles à remettre en question le mariage, les tâches ménagères et maternelles, les unions hétérosexuelles et la procréation<sup>37</sup>. La perception conservatrice du rôle féminin de la CBES de Saint-François semble ainsi rentrer en conflit avec les mentalités féministes émergentes de l'époque, continuant à se soumettre aux préceptes sociaux et familiaux de la période précédente. Précisons toutefois que c'est davantage dans les décennies suivantes que la remise en question des rôles sociaux de sexe s'approfondira en entraînant des changements concrets plus importants.

---

<sup>35</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

<sup>36</sup> Francine Descarries et Christiane Corbeil, « Penser la maternité : les courants d'idées au sein du mouvement contemporain des femmes », *Recherches sociographiques*, vol. 32, n° 3 (1991), p. 351-352.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 353-354.

### 3.3 Des parents immatures

En ce qui concerne l'âge des adultes traduits en justice, nous constatons que, dans les dossiers judiciaires de 1960 et 1965, le plus haut taux de criminalité de la CBES de Saint-François implique de jeunes adultes entre 18 et 29 ans<sup>38</sup>. Autrefois une information négligée par le personnel de la Cour, l'âge des accusés devient éventuellement incorporé dans les rapports d'enquêtes. Selon les données du tableau 2.7, la proportion du nombre d'adultes arrêtés entre 18 et 29 ans est de 19,3 %, le taux d'infraction pour les adultes entre 30 et 39 ans est de 11,4 %, de 9,5 % pour les adultes entre 40 et 49 ans, de 2,7 % pour les adultes entre 50 et 59 ans et 1,4 % pour les adultes de 60 ans et plus<sup>39</sup>.

**Tableau 2.7**

**Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon l'âge des accusés, 1960-1969**

	<b>1960-1969</b>	
<b>Tranche d'âge des adultes accusés</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
18-29 ans	136	19,3 %
30-39 ans	80	11,4 %
40-49 ans	67	9,5 %
50-59 ans	19	2,7 %
60 ans et plus	10	1,4 %
Non disponible	391	55,6 %
<b>Total</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1960-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Il semble que la plupart des adultes accusés par la CBES de Saint-François sont jugés comme de « jeunes adultes immatures, ne respectant pas leurs devoirs parentaux et

<sup>38</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

<sup>39</sup> *Ibid.*

conjugaux à l'égard des membres de la famille<sup>40</sup> ». Bref, au-delà de l'étude statistique, le genre, l'âge et la relation des accusés avec les mineurs nous autorisent à connaître davantage le profil de la population étudiée au sein de cette analyse. Cependant afin de comprendre l'évolution du traitement des adultes accusés au sein de la CBES de Saint-François, il nous faut également analyser la teneur des décisions des juges.

#### **4- Les décisions rendues par les juges de la CBES de Saint-François**

Si dans les années allant de 1950 à 1959<sup>41</sup>, les juges semblaient prendre des décisions fondées sur très peu d'approfondissement des cas et prenant donc un caractère personnel, dans les années 1960<sup>42</sup>, ceux-ci tentent de justifier davantage les verdicts et codifier les procédures judiciaires. Dans le cadre de notre étude, nous nous attarderons donc à l'influence des plaidoyers et à la nouvelle documentation rédigée dans le cadre des affaires judiciaires de la CBES de Saint-François.

##### **4.1 L'orientation des plaidoyers**

Un des éléments qui influence considérablement les décisions du juge de la CBES de Saint-François est la présentation des plaidoyers. Lors de la comparution devant le tribunal, le prévenu peut plaider coupable, non coupable ou changer son plaidoyer de non-coupable à coupable pour répondre aux chefs d'accusation sous lesquels il est poursuivi. Entre 1950 et 1959, 41,8 % des accusés avaient plaidé coupable, 20,8 % non coupable et 3,1 %, soit 20 personnes, avaient changé de plaidoyer

---

<sup>40</sup> Cette phrase est énoncée par le juge Roger Bouchard lors d'une affaire concernant le père et la mère de deux enfants.

<sup>41</sup> Il est important de se rappeler que le juge en fonction dans les années 1950 était l'honorable Jean-Charles Samson.

<sup>42</sup> Il est essentiel de mentionner que les juges en fonction dans les années 1960 étaient Roger Bouchard (1961-1968), le juge Pierre Beaudry (1964-1970) et le juge Légaré (1968-1970).

pendant la procédure<sup>43</sup>. En examinant les données présentées ci-dessous, il semblerait qu'entre la décennie 1950 et la décennie 1960, la proportion des adultes accusés qui plaident coupables augmente de 41,8 % à 46,9 %, tandis que le taux des adultes qui plaident non coupables diminue de 20,8 % à 16,9 %<sup>44</sup>. Aussi, le pourcentage de cas impliquant un changement de plaidoyer de non-coupable à coupable augmente de 3,1 % à 5,8 %.

**Tableau 2.8**

**Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le plaidoyer des accusés, 1950-1969**

	1950-1959		1960-1969	
	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Coupable	274	41,8 %	330	46,9 %
Non-coupable	136	20,8 %	119	16,9 %
Non-coupable à coupable	20	3,1 %	41	5,8 %
Non disponible	225	34,4 %	213	30,1 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Dans l'ensemble, un des facteurs qui influence l'augmentation des plaidoyers de culpabilité des adultes comparaissant devant la CBES de Saint-François semble rattaché au principe du « plaidoyer de marchandage ». En droit, le « plaidoyer de marchandage » est une stratégie juridique selon laquelle une réduction de peine peut être demandée par un procureur en échange d'un aveu rapide de culpabilité de la part de l'accusé<sup>45</sup>. Lors de

<sup>43</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>44</sup> *Ibid.*, 1950-1969.

<sup>45</sup> Robert Poirier « La négociation des sentences du point de vue des avocats de la défense », *Criminologie*, vol. 20, n° 2 (1987), p. 57-58.

la comparution devant la CBES, il est favorable pour le fautif de reconnaître ses torts contre les enfants et de demander l'indulgence du juge plutôt que de réfuter les chefs d'accusation. Si un adulte semble regretter ses actions néfastes pour la cellule familiale, cette culpabilité peut être utilisée pour atténuer la sévérité de la sentence et mettre une fin rapide au procès<sup>46</sup>. Par exemple, lorsqu'un accusé plaide coupable, il est commun que la condamnation du juge se résume à un ajournement ou une suspension *sine die*. Inversement, lorsqu'un accusé plaide non-coupable, la condamnation du juge s'avère plus stricte grâce aux amendes sous peine de prisons et les condamnations avec sursis. De ce fait, ce principe juridique met en lumière l'argument pourquoi, autant d'adultes accusés plaident coupables ou changent leur plaidoyer devant la CBES au fil des décennies.

#### **4.2 Des décisions en partie éclairées par une documentation interne et externe à la CBES**

Selon les informations que nous avons obtenues en consultant les dossiers, il semblerait que la documentation judiciaire de la CBES de Saint-François augmente considérablement entre 1960 et 1969. Dans l'étude que nous avons réalisée au chapitre précédent, la faible documentation des cas présentés devant la Cour fut un facteur nuisible au traitement des adultes accusés. Entre 1950 et 1959, 18,9 % seulement des dossiers de la Cour comportent une description abrégée et factuelle de la cellule familiale<sup>47</sup>. Or, la période de la Révolution tranquille marque un tournant important pour la CBES de Saint-François. Selon la base de données que nous avons constituée, la proportion de cas dans lesquels un rapport est rédigé lors d'une affaire judiciaire passe

---

<sup>46</sup> Poirier, *loc. cit.*, p. 58.

<sup>47</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.



de 19,3 % en 1955 à 54,4 % en 1965<sup>48</sup>. Le tableau 2.9 ci-dessous indique qu'en moyenne, entre 1960 et 1969, 47,5 % des dossiers judiciaires, soit 334 cas sur 703, possèdent un ou plusieurs rapports rédigés par la police, le personnel de la Cour ou les nouveaux professionnels de la jeunesse.

**Tableau 2.9**

**Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon les rapports rédigés, 1950-1969**

	<b>Nb total de dossiers d'adultes dans la CBES</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes avec un rapport</b>	<b>Proportion (%)</b>
<b>1950</b>	20	2	10,0 %
<b>1951</b>	178	34	19,1 %
<b>1955</b>	457	88	19,3 %
<b>Sous-total</b>	<b>655</b>	<b>124</b>	<b>18,9 %</b>
<b>1960</b>	600	278	46,3 %
<b>1965</b>	103	56	54,4 %
<b>Sous-total</b>	<b>703</b>	<b>334</b>	<b>47,5 %</b>
<b>Total</b>	<b>1358</b>	<b>458</b>	<b>34 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Dans les dossiers, l'analyse du contexte familial et personnel des adultes accusés, communément appelée l'enquête sociale, commence à prendre une place considérable et semble avoir une incidence sur les décisions du magistrat. Cela s'explique par le fait que, dans les années 1960, des spécialistes des sciences humaines issues des universités contribuent au développement de plusieurs secteurs de la société québécoise, dont la justice juvénile. Ces professionnels de la jeunesse souhaitent alors utiliser leurs

<sup>48</sup> BAnQ-E, FCBES, 1955-1965.

connaissances pour améliorer le traitement de la délinquance juvénile<sup>49</sup>. Les psychologues, les pédagogues, les sociologues, les psychothérapeutes et les pédiatres sont progressivement incorporés dans l'appareil judiciaire pour soutenir et réformer la protection de la jeunesse. Les témoignages et les rapports d'évaluations de psychiatres, de psychologues et de médecins sont dorénavant présents aux côtés des rapports des policiers, de greffiers et des agents de probation qu'on voyait depuis les débuts de la justice des mineurs.<sup>50</sup> La nouvelle documentation de la CBES permet ainsi de standardiser les procédures judiciaires, autorisant les juges à formuler des verdicts avec une plus grande transparence et un caractère qui se veut plus scientifique contre les adultes accusés.

Bref, plusieurs facteurs influencent le processus décisionnel des juges de la CBES de Saint-François. Le choix des condamnations semble désormais s'appuyer sur une réflexion plus mesurée et détaillée, modifiant ainsi l'essence des jugements de la CBES de Saint-François.

## **5- La nature des condamnations judiciaires de la CBES**

Au fil des décennies, les jugements et les méthodes de la CBES de Saint-François semblent transformer le destin des adultes accusés. Parmi eux, notons l'utilisation accrue des nouvelles conditions judiciaires et des amendes sous peine d'emprisonnement.

---

<sup>49</sup> Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence : familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

<sup>50</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

### 5.1 La nouvelle distribution des jugements de la CBES<sup>51</sup>

Comme nous l'avons analysé dans le premier chapitre, nous savons dorénavant que les condamnations prononcées par la CBES de Saint-François sont particulièrement indulgentes envers les adultes accusés. Entre 1950 et 1959, la décision finale la plus fréquente dans les dossiers était d'ajourner ou de suspendre *sine die* la peine appliquée aux adultes accusés, soit dans 53,4 % des cas<sup>52</sup>. Or, les statistiques de la CBES de Saint-François révèlent une diminution du nombre des condamnations ajournées ou suspendues *sine die* au cours des années 1960. Selon la base de données, la proportion des dossiers dans lesquels une sentence est ajournée ou suspendue *sine die* passe de 53,4 % entre 1950 et 1959 à 34,3 % de 1960 à 1969<sup>53</sup>. D'après le tableau 2.10 ci-dessous, il semblerait que ce déclin soit attribuable à l'augmentation et au développement des condamnations avec sursis, qui passent de 24,9 % à 29,3 %, et des amendes sous peine de prison, qui passe de 3,2 % à 13,8 %<sup>54</sup>.

**Tableau 2.10**

**Distribution des cas d'adultes accusés comparaissant devant la CBES de Saint-François selon les jugements du juge, 1950-1969**

<b>Sentences</b>	<b>1950-1959</b>		<b>1960-1969</b>	
	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Ajournée/suspendue <i>sine die</i>	350	53,4 %	241	34,3 %
Condamnation avec sursis	163	24,9 %	206	29,3 %

<sup>51</sup> Pour mieux comprendre cette partie de l'analyse, il est important de se référer à notre liste de conditions judiciaires à la fin de ce mémoire (Voir Annexe).

<sup>52</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1959.

<sup>53</sup> *Ibid.*, 1950-1969.

<sup>54</sup> *Ibid.*

Emprisonnement	30	4,6 %	46	6,5 %
Amende	3	0,5 %	6	0,9 %
Amende sous peine de prison	21	3,2 %	97	13,8 %
Acquitté/plainte retirée	20	3,1 %	42	6 %
Non disponible	68	10,4 %	65	9,3 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>

**Sources :** Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1969. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

En fait, il s'avère que ces deux condamnations plus particulièrement, les suspensions sous conditions et les amendes sous peine de prison, sont prises conformément à la stratégie pénale au fondement même de ce tribunal spécialisé. Rappelons-nous qu'entre 1950 et 1959, la stratégie de la CBES ne relève pas d'une volonté de punir les fautifs, mais d'une notion pragmatique et éducative de la justice. Selon la mentalité de l'époque, séquestrer un homme pourvoyeur de sa famille demeure une peine contre-productive. Cependant, il est dorénavant recommandé d'inspirer à un prévenu l'inquiétude d'une condamnation plus stricte si celui-ci ne respecte pas les termes de son procès. Les juges préfèrent donc imposer plus d'une quarantaine de conditions lors des procès de la CBES de Saint-François ou donner une amende sous peine d'un emprisonnement afin de rétablir l'ordre et la stabilité dans la cellule familiale<sup>55</sup>. Par exemple, la CBES peut forcer un accusé à « rester fidèle à son épouse<sup>56</sup> » (condition 9) ou à « acheter une télévision pour ses enfants<sup>57</sup> » (condition 20) pour suspendre une amende ou un emprisonnement à long terme. Au final, ces modalités alternatives et personnalisées imposées aux adultes accusés évitent toujours à la CBES de Saint-François d'infliger des peines plus strictes aux accusés.

<sup>55</sup> Voir l'annexe pour examiner les conditions judiciaires utilisées par la CBES de Saint-François.

<sup>56</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960.

<sup>57</sup> *Ibid.*

## **Conclusion**

En somme, après un début difficile et incertain, la Cour de Bien-Être social au fil des années 1960 définit avec plus de solidité la procédure de traitement des adultes accusés d'inciter les jeunes à la délinquance juvénile, bien que ceux-ci soient de moins en moins nombreux à comparaître au cours de la décennie, rappelons-le. La CBES s'inscrit dans le contexte de la Révolution tranquille et dans la lignée des transformations sociales et judiciaires de la société, renouvelant son administration et voulant replacer les jeunes au centre des affaires de l'époque. On a vu que si les mœurs sont en train de changer, la vision de la famille et des parents qui se dégage de la CBES reste néanmoins assez conservatrice. On reconnaît toujours au père de famille le rôle de responsable par excellence du foyer familial. Afin de compléter notre portrait des adultes comparaissant devant la CBES de Saint-François, il devient alors crucial d'étudier le traitement des affaires judiciaires des années 1970. La période est marquée par une volonté renouvellement de la justice juvénile et, ultimement, par la fin de la CBES.

### **Chapitre 3. Les dernières années de la Cour de Bien-Être social (1970-1976) : une justice en transition**

Malgré les changements rapides de la société québécoise, le traitement des Cours de Bien-Être social et l'application des lois de la protection de la jeunesse ne semblent pas répondre aux espoirs des législateurs<sup>1</sup>. En fait, au plan politique, la formation du Parti québécois en 1968 et l'arrivée au pouvoir du parti libéral de Robert Bourassa en 1970 prolongent l'approche gestionnaire de la Révolution tranquille<sup>2</sup>. En outre, l'État québécois multiplie les réformes, les commissions d'enquête et les projets de loi dans les secteurs éducatif, sociosanitaire, juridique et économique. Dans l'univers familial, le développement des droits individuels (adultes et enfants) et l'évolution des méthodes de réadaptation entraînent une mise à jour de la législation en matière de protection de la jeunesse en difficulté<sup>3</sup>. Au terme de la période étudiée dans ce chapitre, le gouvernement au pouvoir adoptera la *Loi sur la Protection de la Jeunesse* en 1977, établissant les nouveaux fondements directeurs pour les interventions sociales et judiciaires de la protection de la jeunesse au Québec.

Dans le présent chapitre, nous examinerons l'évolution du traitement judiciaire des adultes lors des dernières années de la CBES du district de Saint-François, soit de 1970 à 1976. Dans la première section, nous dresserons le portrait des cas d'adultes comparaissant à la CBES de Saint-François. Par la suite, les différentes catégories

---

<sup>1</sup> Oscar D'Amours, « Survol historique de la protection de l'enfance au Québec de 1608 à 1977 », *Service social*, vol. 35, n° 3 (1986), p. 401-402.

<sup>2</sup> Denise Lemieux et Michelle Comeau, *Le mouvement familial au Québec : 1960-1990 : une politique et des services pour les familles*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2002, p. 65.

<sup>3</sup> Renée Joyal, « La famille entre l'éclatement et le renouveau : la réponse du législateur », dans Renée B.-Dandurand (dir.), *Couples et parents des années quatre-vingt*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, coll. « Questions de culture », chapitre 10.

d'infractions feront l'objet de la deuxième section du chapitre. La troisième section portera sur l'impact des nouvelles normes de genre et de la transformation des rôles parentaux dans le traitement judiciaire des années 1970. Nous y examinerons le rapport entre les adultes incriminés et les enfants en soulignant la faible présence de la population féminine. La quatrième partie portera, pour sa part, sur les décisions des juges, analysant la relation entre les verdicts judiciaires distribués à cette époque et les paramètres juridiques de la CBES de Saint-François. Pour terminer, dans la cinquième section, nous examinerons l'exécution, la révision et l'appel des dernières condamnations de la Cour entre 1970 et 1976.

## **1- Les dernières affaires judiciaires de la CBES du district de Saint-François**

Afin d'analyser l'évolution du traitement des adultes au cours des dernières années de la CBES de Saint-François, il est essentiel de dresser un portrait complet des affaires judiciaires. De ce fait, les informations relatives à la proportion des arrestations et à la répartition géographique des dossiers d'adultes demeurent décisives pour l'analyse.

### **1.1 La diminution accélérée des cas d'adultes devant la CBES**

On se rappellera que, sur 3539 dossiers entre 1950 et 1969, 38,4 % des affaires judiciaires de la CBES de Saint-François impliquaient un adulte « qui sciemment ou de propos délibéré, aide, induit, engage un enfant à commettre un délit ou tolère qu'il le commette ou commet quelque acte ayant pour effet de faire l'enfant un jeune délinquant ou qui le portera à le devenir<sup>4</sup> ». Nous avons déjà pu constater que le nombre d'adultes traduits devant la CBES de Saint-François baissait au fil des années. Selon la banque de données, la proportion des cas dans lesquels un adulte est arrêté passait de 50 % en 1955 à 14 % en 1965. C'est une chute importante en seulement 10 ans<sup>5</sup>. Or, la diminution du nombre des adultes accusés s'accroît considérablement au cours des dernières années de la CBES de Saint-François. En effet, la proportion des affaires dans lesquelles un adulte est arrêté pour avoir enfreint les articles de la LJD passe de 14 % en 1965 à seulement 2,5 % en 1976, soit de 103 adultes à 39<sup>6</sup>. Selon le tableau 1.1, la présence des

---

<sup>4</sup> *Loi concernant les jeunes délinquants*, S.C. 1908, c. 40 et S.C. 1929, c. 46.

<sup>5</sup> Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie (BAnQ-E), Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François (FCBES), 1950-1969.

<sup>6</sup> BAnQ, FCBES, 1965-1976.



adultes dans les affaires judiciaires semble devenir complètement négligeable lors de la dernière année de la CBES.

**Tableau 3.1**

**Proportion des dossiers d'adultes à la CBES, 1950-1976**

	<b>Nb total de dossiers dans la CBES</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
1950	29	20	69 %
1951	375	178	47 %
1955	910	457	50 %
1960	1463	600	41 %
1965	762	103	14 %
<b>1970</b>	<b>1047</b>	<b>168</b>	<b>16 %</b>
<b>1976</b>	<b>1584</b>	<b>39</b>	<b>2,5 %</b>
<b>Total</b>	<b>6170</b>	<b>1565</b>	<b>25,4 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Comment alors expliquer cette importante réduction ? Rappelons-nous qu'au chapitre précédent, nous soupçonnions que la « déjudiciarisation » des problèmes familiaux, qui se diffuse dans les districts du Québec et du Canada, soit le principal facteur explicatif de cette nouvelle réalité judiciaire. Comme nous l'avons démontré dans les chapitres précédents, lors de l'ouverture de ces tribunaux spécialisés que sont les CBES, l'intervention de l'État dans les conflits familiaux passait largement par une approche judiciaire, les jeunes délinquants et les adultes accusés étant automatiquement conduits devant un juge de la Cour des jeunes délinquants ou de la CBES<sup>7</sup>. Or un principe de « déjudiciarisation » de certains enjeux sociaux et familiaux est appelé à se

<sup>7</sup> Jean Trépanier, « La justice des mineurs au Québec : 25 ans de transformations (1960-1985) », *Criminologie*, vol. 19, n° 1 (1986), p. 202-203.

diffuser dans les années qui suivent. On priorise une solution de rechange à l'approche judiciaire, jugée souvent inefficace. Ce long processus mènera, au terme de la période étudiée dans le mémoire, à la mise en place de la Direction de la Protection de la Jeunesse (DPJ). À partir de 1977, plusieurs situations familiales difficiles seront dès lors traitées au sein du bureau de la DPJ. Celui-ci devra dorénavant « analyser la situation et déterminer si la sécurité ou le développement des enfants est compromis auquel cas, elle prend désormais en charge les enfants en question<sup>8</sup> ». L'État restreint l'intervention de la Cour lorsque les individus touchés se conforment aux obligations de la DPJ. L'examen des archives de la CBES montre que, bien avant la mise en place de la DPJ, la « déjudiciarisation » des conflits familiaux et conjugaux dans le district de Saint-François avait bel et bien commencé.

## **1.2 Les arrestations à la campagne, les arrestations à la ville**

Selon notre analyse du traitement des adultes accusés, la répartition géographique des arrestations dans le district de Saint-François évolue considérablement lors des dernières années de la CBES. Pour les décennies antérieures, soit entre 1950 à 1969, les statistiques indiquaient une grande stabilité. 76 % des arrestations s'opéraient dans les arrondissements urbains. La proportion des interventions dans lesquelles un adulte était appréhendé dans une zone rurale semblait augmenter, pour sa part, de 19,1 % à 23,3 % mais on ne peut en tirer de conclusion, car, pour la première période, l'information n'est pas disponible dans 5 % des dossiers<sup>9</sup>. En ce qui concerne la période étudiée dans ce chapitre, les années entre 1970 et 1976, la distribution des dossiers judiciaires d'adultes révèle une baisse des arrestations dans les centres urbains et une hausse dans les zones

---

<sup>8</sup> Trépanier, *loc. cit.*, p. 202-203.

<sup>9</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

rurales. En effet, la proportion des affaires dans lesquels un adulte comparaissant à la CBES est appréhendé dans une ville passe de 76,8 % à 72,9 %, entre 1960 et 1976, tandis que le taux des arrestations dans les arrondissements ruraux passe de 23,3 % à 27,1 %<sup>10</sup>. Malgré la présence de l'appareil judiciaire dans les centres urbains, il semble que les interventions de la CBES de Saint-François augmentent légèrement au fil des décennies dans les zones rurales (3,8 %).

**Tableau 3.2**

**Distribution des dossiers judiciaires d'adultes de la CBES selon les arrondissements urbains et ruraux du district de Saint-François, 1950-1976**

	1950-1959		1960-1969		1970-1976	
	Arrondissements urbains					
Villes	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Asbestos	29	4,4 %	37	5,3 %	9	4,3 %
Coaticook	44	6,7 %	32	4,6 %	6	2,9 %
Sherbrooke	348	53,1 %	322	45,8 %	94	45,4 %
Autres (Windsor, Richmond, East Angus, Magog, Lac-Mégantic, etc.)	81	23,4 %	148	21,1 %	42	20,3 %
Sous-total	502	76,6 %	539	76,8 %	151	72,9 %
	Arrondissements ruraux					
Villages/municipalités	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
North Hatley	1	0,2 %	3	0,4 %	0	0,0 %
Rock Island	5	0,8 %	15	2,1 %	0	0,0 %
Omerville	5	0,8 %	5	0,7 %	0	0,0 %
Autres (Ayer's Cliff, Chartierville, Cookshire, Saint-	114	17,4 %	141	20,1 %	56	27,1 %

<sup>10</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1976.

Camille, Nantes, etc.)						
<b>Sous-total</b>	<b>125</b>	<b>19,1 %</b>	<b>164</b>	<b>23,3 %</b>	<b>56</b>	<b>27,1 %</b>
<b>Non disponible</b>	<b>33</b>	<b>5,0 %</b>	<b>0</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds de Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950 et 1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Comme bien d'autres régions du Québec, le district de Saint-François voit baisser continuellement la part de sa population agricole dans les années 1960. Toutefois, de plus en plus de citoyens qui choisissent d'aller habiter dans les zones rurales environnantes et périphériques que dans les villes dès 1970<sup>11</sup>. En effet, il semble que « des vagues de citoyens sont à la recherche d'une vie campagnarde agréable tout en souhaitant conserver les avantages de la proximité de la ville<sup>12</sup> ». Pour plusieurs localités rurales, les années 1970 représentent un véritable boom démographique, tandis que pour certaines villes, cette période marque une décroissance importante de la population. Par exemple, Sherbrooke perd plus de 6000 habitants entre 1970 et 1979, tandis que la population d'Ascot Corner et de Rock Forest double et celle de Fleurimont quadruple<sup>13</sup>. La fluctuation du taux de peuplement et du mode de vie dans les campagnes et les centres urbains du district semblent ainsi un facteur déterminant pour comprendre la répartition géographique des arrestations de la CBES.

Ainsi, malgré de légères fluctuations, nous pouvons donc conclure que la répartition géographique des affaires judiciaires impliquant un adulte à la CBES de Saint-François garde une certaine stabilité au fil des décennies. Il est alors intéressant de

<sup>11</sup> Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998, p. 491.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 495.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 494-495.

s'interroger sur les autres changements qui se dégagent de la CBES de Saint-François au cours des dernières années de son existence.

## **2- Les infractions commises par les adultes au cours des dernières années de la CBES**

Captivé par l'intervention judiciaire des tribunaux pour mineurs au début du XXe siècle, le gouvernement canadien qui a fait adopter la *Loi concernant les jeunes délinquants* (LJD) était peu porté à proposer d'autres solutions pour régler les troubles familiaux. Inversement, dans les années 1970, la LJD et les tribunaux pour les mineurs font l'objet de vives critiques dans les milieux sociaux et juridiques, suscitant une remise en question de la CBES.

### **2.1 La déclinaison des articles de la *Loi concernant les jeunes délinquants***

Comme nous l'avons démontré dans les chapitres précédents, la majorité des adultes qui comparaissent devant la CBES de Saint-François le font en vertu de l'article 33<sup>14</sup> de la LJD. Rappelons qu'entre 1950 et 1969, la proportion des arrestations sous l'article 33 avait diminué très légèrement, soit de 97 % à 88,8 %, tandis que le taux de comparution sous les articles 34<sup>15</sup>, 35<sup>16</sup> et 39<sup>17</sup>, pris globalement, augmentait à peine,

---

<sup>14</sup> Il est important de se rappeler que l'article 33 de la LJD touche : « Toute personne, qu'elle soit ou non le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, qui sciemment ou de propos délibéré, aide, induit, engage un enfant à commettre un délit ou tolère qu'il le commette ou commet quelque acte ayant pour effet de faire l'enfant un jeune délinquant ou qui le portera à le devenir, est passible d'une amende d'au plus de 500 \$ ou d'un emprisonnement pendant au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement. »

<sup>15</sup> L'article 34 de la LJD déclare que : « Quiconque, sciemment et sans excuse valable, expose un enfant à un danger moral ou physique sérieux [...] est passible d'une amende n'excédant pas 300 \$ ou d'un emprisonnement n'excédant pas un an, ou des deux peines à la fois, en outre des frais. »

<sup>16</sup> L'article 35 de la LJD vise : « Les poursuites contre des adultes pour infraction à quelques dispositions du Code criminel relativement à un enfant peuvent être instituées dans la cour pour jeunes délinquants. »

<sup>17</sup> Finalement, l'article 39 de la LJD assure que : « Quiconque induit ou tente d'induire un enfant à quitter toute maison de détention, école industrielle ou tout foyer d'adoption ou demeure où cet enfant a été placé en vertu des dispositions de la présente loi, ou qui en enlève ou cherche à en enlever cet enfant s'est soustrait illégalement à la garde d'une institution ou d'un foyer d'adoption, sciemment héberge ou cache cet enfant sans donner avis des allées et venues de cet enfants à la cour ou à l'institution ou aux autorités

soit de 3,4 % à 11,2 %<sup>18</sup>. Les choses changent, toutefois, dans les dernières années de la Cour. En effet, les archives de la CBES de Saint-François mettent en évidence une nette diminution du nombre d'adultes traduits sous l'article 33 entre 1970 à 1976. À l'examen du tableau 1.3, nous pouvons constater que la proportion des dossiers traduits sous l'article 33 passe de 88,8 % à 63,8 %, tandis que le taux des affaires judiciaires traduites sous l'article 34, l'article 35 et l'article 39 passe de 11,2 % à 36,2 %<sup>19</sup>.

**Tableau 3.3**

**Distribution des adultes comparaissant devant la CBES de Saint-François selon les articles de lois de la LJD en vertu desquels ils comparaissent, 1950-1976**

	1950-1959		1960-1969		1970-1976	
	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Article 33	633	97 %	624	88,80 %	132	63,80 %
Article 34	0	0,0 %	1	0,10 %	2	1 %
Article 35	19	3,0 %	55	7,80 %	55	26,60 %
Article 39	3	0,4 %	23	3,30 %	18	8,70 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds de Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950 et 1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estric.

En examinant soigneusement les derniers dossiers de la CBES du district de Saint-François, nous observons donc un changement important dans le type d'articles de loi sous lesquels les adultes sont inculpés. En effet, il semblerait que certains adultes sont maintenant traduits sous plusieurs chefs d'accusation provenant des articles de la

---

policières locales, est coupable d'une amende de cent dollars au maximum ou d'un emprisonnement d'une année ou plus ou des deux peines à la fois. »

<sup>18</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

<sup>19</sup> *Ibid.*, 1960-1976.

LJD et du Code criminel du Canada. L'article 155<sup>20</sup> et l'article 169<sup>21</sup> du Code criminel canadien sont, par exemple, appliqués simultanément avec les articles de la LJD pour protéger davantage les mineurs contre les adultes criminels. Lorsqu'un homme est arrêté par les autorités pour un délit à caractère sexuel en 1976 (ex. : attentat à la pudeur), il est désormais traduit devant la Cour à la fois sous l'article 33 de la LJD et sous l'article 155 du Code criminel canadien<sup>22</sup>. Cette procédure judiciaire fait ainsi naître une nouvelle rigueur dans le traitement des affaires de la CBES de Saint-François, définissant davantage les infractions graves pour la sécurité physique et psychologique des enfants. Cette nouvelle définition des comportements dangereux des adultes provoque alors une baisse du taux d'utilisation de l'article 33. De ce fait, malgré la persistance du caractère flou des articles de la LJD, principalement de l'article 33, les articles du Code criminel canadien semblent renforcer la tenue de la protection de la jeunesse.

## **2.2 La croissance et la diminution des infractions entre 1970 et 1976**

Dans ces conditions, il est bon d'examiner l'évolution proportionnelle des infractions perpétrées par les adultes accusés dans les dernières années de la CBES de Saint-François. D'une part, les actes d'ivrognerie, de négligence et les délits à caractère sexuel demeurent les crimes les plus souvent commis par les adultes du district de Saint-François entre 1970 et 1976. Leur nombre est même en hausse. Selon le tableau 1.4 (voir ci-dessous), la proportion totale de ces types d'infractions passe de 45,5 % à 65,1 %<sup>23</sup>,

---

<sup>20</sup> L'article 155 du Code criminel du Canada déclare que : « Quiconque commet un inceste est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans, la peine minimale étant de cinq ans si l'autre personne est âgée de moins de seize ans. »

<sup>21</sup> L'article 169 du Code criminel du Canada déclare que : « Quiconque commet une infraction visée par l'article 163, 165, 167 ou 168, des infractions d'ordre sexuel, est coupable : soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans ; soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. »

<sup>22</sup> BAnQ-E, FCBES, 1976.

<sup>23</sup> *Ibid.*, 1960-1976.

tandis que la proportion de chacune des autres catégories de délits (adultère, concubinage, abandon, etc.) reste considérablement faible (entre 1 % et 5 %)<sup>24</sup>. À l'exception du taux de la violence familiale (6,3 % >13,3 %<sup>25</sup>), la proportion des actes d'adultère, de concubinage, d'abandon, des actes favorisant à la consommation d'alcool chez les jeunes, les propos blasphématoires, les sorties nocturnes entre adultes et les manquements à la sentence diminuent de 1 % ou 2 %<sup>26</sup>.

**Tableau 3.4**

**Répartition de la population d'adultes accusés selon l'infraction commise dans la  
CBES de Saint-François, 1950-1976**

	<b>1950-1959</b>		<b>1960-1969</b>		<b>1970-1976</b>	
<b>Infractions</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Abandon (enfants, famille)	24	2,5 %	22	2,4 %	3	1,1 %
Adultère	51	5 %	34	3,7 %	7	2,5 %
Concubinage	25	2,5 %	13	1,4 %	6	2,2 %
Délits à caractère sexuel (immoralité, attouchement, inceste, viol, etc.)	26	2,6 %	131	14,2 %	59	21,2 %
Influence, tolère ou incite la consommation d'alcool chez les mineurs	45	4,4 %	58	6,3 %	3	1,1 %
Ivrognerie	170	16,7 %	144	15,6 %	53	19,1 %

<sup>24</sup> BAnQ, FCBES, 1960-1976.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*



Mauvais traitements (Violence, menace, etc.)	75	7,4 %	58	6,3 %	38	13,7 %
Manquement à la sentence	49	4,8 %	39	4,2 %	6	2,2 %
Négligence	201	19,7 %	145	15,7 %	69	24,8 %
Propos blasphématoires	50	4,9 %	36	3,9 %	9	3,2 %
Sorties nocturnes entre adultes	18	1,8 %	30	3,2 %	3	1,1 %
Autres (manquements aux devoirs religieux, vandalisme, vol, etc.)	150	14,7 %	35	3,8 %	20	7,2 %
Non disponible	135	13,2 %	180	19,5 %	2	1,0 %
<b>Total</b>	<b>1013</b>	<b>100 %</b>	<b>925</b>	<b>100 %</b>	<b>278</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds de Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950 et 1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Depuis quelques années, plusieurs historiens et sociologues ont spécifiquement abordé le phénomène de la brutalité conjugale et juvénile et la façon dont il est traité par l'institution judiciaire. De nombreux chercheurs, dont Hélène Dumont, tentent d'analyser cette question sur un plan psychologique. En effet, elle note que « plusieurs caractéristiques particulières similaires chez une proportion significative d'agresseurs expliqueraient le très haut risque d'usage de la violence chez une personne présentant ces signes, principalement liés à l'alcool, l'immaturité et les troubles de comportement<sup>27</sup> ». Par ailleurs, d'autres chercheurs, comme Richard Gelles, expliquent aussi la violence familiale à partir de « considérations propres au courant sociologique fonctionnaliste selon lesquels la violence est attribuable à la frustration, au stress et aux

<sup>27</sup> Hélène Dumont, *Le contrôle judiciaire de la criminalité familiale dans le contexte de la création d'un tribunal de la famille*, Montréal, Éditions Thémis, 1986, p. 15-16.

horizons économiques limités de ces agresseurs<sup>28</sup> ». Par faute de temps et des connaissances psychologiques et sociologiques requises pour analyser davantage le phénomène de la brutalité conjugale et juvénile à l'intérieur de la CBES de Saint-François, nous mentionnerons simplement que les caractéristiques des adultes violents dans la cellule familiale semblent correspondre à l'analyse scientifique d'Hélène Dumont selon laquelle « l'alcool, l'immaturité et les troubles de comportement sont des facteurs au centre de la violence familiale<sup>29</sup> ».

Bref, les années 1970 marquent une étape importante dans le cheminement du traitement de la CBES de Saint-François. Compte tenu de ce qui précède, il est maintenant important d'examiner l'évolution des normes relatives au genre et aux rôles familiaux au cours de cette période.

### **3- L'évolution des normes relatives au genre et aux rôles parentaux au cours des dernières années de la CBES**

Si, dans les années 1960, la famille avait déjà connu des transformations importantes et si une attention sociale accrue aux besoins de l'enfant avait entraîné une lente modification des fonctions parentales, ces phénomènes prennent de l'ampleur lors de la décennie suivante. L'examen de différents facteurs tels le genre, la proximité et l'âge des adultes accusés devant la CBES de Saint-François permettent de jeter un éclairage sur ces transformations dans le portrait de la famille au Québec.

---

<sup>28</sup> Richard Gelles, *The Violent Home: A Study of Physical Aggression Between Husband and Wives*, Beverly Hills, Californie, Sage, 1972, p. 185.

<sup>29</sup> Hélène Dumont, *op. cit.*, p. 16.

### 3.1 Le maintien de la surreprésentation masculine dans les dossiers d'adultes

Comme nous l'avons démontré auparavant, si on divise la population étudiée selon le genre, le taux de criminalité de la population masculine surpasse constamment celui de la population féminine. Entre 1950 et 1969, le taux de criminalité chez les hommes comparaissant devant la CBES de Saint-François était passé de 78,3 % à 81,8 % tandis que chez les femmes, le pourcentage tombait de 21,6 % à 18,2 %<sup>30</sup>. En 1970 et 1976, période étudiée dans ce chapitre, cette tendance à la hausse concernant les hommes adultes se confirme puisque, dans les dernières années de la CBES de Saint-François, 92,3 % des adultes accusés sont des hommes alors que 7,7 % sont des femmes<sup>31</sup>.

**Tableau 3.5**

**Distribution des adultes accusés comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le genre, 1950-1976**

	<b>1950-1959</b>		<b>1960-1969</b>		<b>1970-1976</b>	
<b>Sexe</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Hommes	513	78,30 %	575	81,80 %	190	92,30 %
Femmes	142	21,60 %	128	18,20 %	17	7,70 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

De telles données doivent être, bien sûr, analysées avec prudence. On peut émettre l'hypothèse que la décroissance du taux de criminalité de la population féminine est une conséquence des transformations de l'institution familiale et de la

<sup>30</sup> BAnQ-E, FCBES, 1950-1969.

<sup>31</sup> *Ibid.*, 1970-1976.

« déjudiciarisation ». En effet, depuis les années 1960, il est davantage permis aux femmes et aux enfants de contester le pouvoir du père. Au cours de la Révolution tranquille, plus précisément en 1966, le législateur abolit le principe de la puissance paternelle du Code civil du Québec<sup>32</sup>. À quelques nuances près, ce sera désormais l'idée d'autorité parentale, qui implique une répartition égalitaire des droits et des responsabilités des hommes et des femmes à l'intérieur de l'univers familial, qui prévaudra<sup>33</sup>. Toutefois, ce n'est qu'au cours des années 1970 que la puissance paternelle cède réellement la place à l'autorité parentale<sup>34</sup>. Devant la justice juvénile, la notion d'autorité parentale met sur un pied d'égalité l'homme et la femme vis-à-vis des besoins des mineurs. En outre, l'autorité parentale donne le droit aux parents de prendre toutes les dispositions nécessaires au bien-être de leurs enfants en exerçant conjointement leur autorité, qu'ils soient mariés ou non<sup>35</sup>. Si les adultes ne s'entendent pas sur une décision importante concernant les jeunes, « un des deux parents, qu'il ait la garde ou non des enfants, peut faire une demande en justice pour soumettre leur désaccord à un juge<sup>36</sup> ». Toutefois, le concept de la « déjudiciarisation », comme nous l'avons vu, influence grandement la prise en charge des problèmes familiaux dans la CBES de Saint-François dès 1960. Par conséquent, les désaccords entre les adultes sont déférés aux centres de services sociaux et aux intervenants sociaux du district et ce sont les cas les plus lourds de la justice juvénile (violence juvénile, délit à caractère sexuel, etc.) qui se retrouvent à

---

<sup>32</sup> Renée Joyal, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 : jalons*. Montréal, Hurtubise HMH, 1999, p. 242.

<sup>33</sup> Renée B.-Dandurand, « Peut-on encore définir la famille ? », dans Fernand Dumont (dir.), *La Société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 56.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>35</sup> Sandra Morin, « Autorité parentale et patriarcat d'État au Canada », *Revue générale de droit*, vol. 39, n°1 (2009), p. 144-145.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 145.

la CBES comme l'illustre le tableau 3.5<sup>37</sup>. La distribution des dossiers selon le sexe des adultes accusés de la CBES de Saint-François nous amène donc à analyser, de nouveau, les effets de l'évolution légale des responsabilités parentales et de la « déjudiciarisation ».

### 3.2 Des adultes accusés inconnus des enfants ?

Entre 1950 et 1969, nous avons indiqué que la proportion des cas impliquant une relation « intrafamiliale » entre un adulte accusé et un enfant était nettement plus élevée que le taux des infractions comportant une relation « extrafamiliale » (83,9 % > 16,1 %). En revanche, la relation entre les adultes accusés et les jeunes victimes se modifie considérablement lors des dernières années de la CBES. En effet, entre 1970 et 1976, le taux d'infractions impliquant une relation de nature « intrafamiliale » chute de 80,4 % à 20,5 %, tandis que la proportion des dossiers impliquant une relation « extrafamiliale » passe de 19,6 % à 79,5 %<sup>38</sup>. De plus, si nous séparons, de nouveau, les données selon le genre des accusés, nous observons que le taux des affaires judiciaires dans les années impliquant **un homme et un enfant** dans une relation « intrafamiliale » passe de 79,1 % à 16,2 % (121 cas à 6), tandis que la proportion des dossiers renfermant une relation « extrafamiliale » augmente de 20,9 % à 83,8 %<sup>39</sup>. En outre, la proportion des affaires impliquant **une femme et un enfant** dans une relation « intrafamiliale » passe de 93,3 % à 100 %<sup>40</sup>.

---

<sup>37</sup> BAnQ, FCBES, 1960-1976.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> *Ibid.*, 1970-1976.

<sup>40</sup> *Ibid.*

Tableau 3.6

**Distribution des adultes traduits devant la CBES du district de Saint-François  
selon la nature de la relation entre l'accusé et la victime, 1970-1976**

	<b>1970</b>		<b>1976</b>	
<b>Sexe</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Hommes	153	91,7 %	37	94,9 %
<b>Nature des relations avec le mineur</b>				
Relation « intrafamiliale » (pères, oncles)	121	79,1 %	6	16,2 %
Relation « extrafamiliale » (voisins, amis, etc.)	32	20,9 %	31	83,8 %
<b>Sous-total</b>	<b>153</b>	<b>100 %</b>	<b>37</b>	<b>100 %</b>

<b>Sexe</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Femmes	15	8,3 %	2	5,1 %
<b>Nature des relations avec le mineur</b>				
Relation intrafamiliale (mères, tantes)	14	93,3 %	2	100,0 %
Relation extrafamiliale (voisines, amies, etc.)	1	6,7 %	0	0,0 %
<b>Sous-total</b>	<b>15</b>	<b>100 %</b>	<b>10</b>	<b>100 %</b>

<b>Total</b>				
<b>Relation intrafamiliale</b>	<b>135</b>	<b>80,4 %</b>	<b>8</b>	<b>20,5 %</b>
<b>Relation extrafamiliale</b>	<b>33</b>	<b>19,6 %</b>	<b>31</b>	<b>79,5 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Au fil des décennies précédentes, la justice juvénile s'était beaucoup préoccupée des problèmes familiaux. On a vu que la CBES de Saint-François accompagne les changements qui ont cours au sein de la société. Elle a accru, par exemple, ses attentes

envers le « père éducateur » au cours des années 1960, exigeant une plus grande présence de la part des hommes à l'intérieur de la cellule familiale. Si l'on se fie aux études sur la question de Le Bourdais<sup>41</sup> et de Mercier<sup>42</sup>, par exemple, nous remarquons la lente émergence d'un modèle de « nouveau père », qui laisse augurer des transformations importantes dans la sphère familiale. Toutefois, cette attention croissante de la société à la qualité des rapports parents-enfants s'accompagne, comme nous l'avons mentionné plus haut, d'un phénomène important de « déjudiciarisation » des problèmes familiaux. Dans les années 1970, on considère que les conflits entre les conjoints, les parents et les enfants doivent, sauf à de rares et graves exceptions, être pris en charge par des spécialistes du lien familial (psychologues, travailleurs sociaux, etc.), en dehors des tribunaux. C'est cela qui explique la diminution importante des affaires impliquant une relation « intrafamiliale » entre un homme et un mineur (79,1 % > 16,2 %). Ces discordes continuent vraisemblablement à accabler les conjoints, les parents et les enfants dans les années 1970, mais celles-ci ne sont plus traitées par la CBES de Saint-François.

Par ailleurs, en examinant le tableau 3.6 (voir ci-dessus), nous observons que le regard de la Cour concernant les mères québécoises connaît aussi une transformation dans les années 1970. La hausse du taux de distribution des cas impliquant une femme et un mineur dans une relation « intrafamiliale » (93,3 % > 100 %) tend à démontrer que la CBES vise exclusivement les mères qui présentent un grave danger physique ou

---

<sup>41</sup> Céline Le Bourdais, Pierre J. Hamel et Paul Bernard, « Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 1 (1987), p. 37-55.

<sup>42</sup> L. Mercier, « Le quotidien et le partage des tâches », dans les *Actes du colloque sur la famille contemporaine*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989.

psychologique pour des mineurs<sup>43</sup>. À notre avis, cette hausse statistique des affaires « intrafamiliales » impliquant des femmes est un autre exemple de la « déjudiciarisation » des problèmes familiaux du district de Saint-François. En effet, les mères accusées entre 1970 et 1976 ne sont plus traduites pour avoir transgressé l'idéal de la femme au foyer, mais pour avoir mis directement en danger les enfants. Sur 17 femmes traduites devant la CBES de Saint-François entre 1970 et 1976, 11 mères sont arrêtées pour voies de fait, délits à caractère sexuel, ivrognerie et incitation au vol<sup>44</sup>. Or, entre 1950 et 1969, les dossiers judiciaires de la CBES de Saint-François impliquant une femme et un mineur dans une relation « intrafamiliale » étaient dominés par des infractions qui entretenaient seulement l'idée que le développement du jeune était en danger du simple fait que la femme sortait de la conformité familiale. Auparavant une femme qui travaillait à l'extérieur de la famille pouvait être accusée de négliger ses enfants, mais dorénavant une femme peut à la fois travailler en dehors du foyer et remplir ses obligations maternelles.

Bref, entre 1950 et 1976, il est indéniable que la vie des hommes et des femmes, jeunes ou adultes, se transforme profondément. Non seulement le passage de la notion de puissance paternelle à celle de l'autorité parentale a un impact sur le jugement de la Cour, mais la période est lourdement marquée par le processus de « déjudiciarisation » des problèmes familiaux du district de Saint-François.

### **3.3 La prépondérance des jeunes adultes**

Finalement, examinons le facteur de l'âge des adultes fautifs. Pour la période étudiée, on observe que le plus haut taux d'infraction dans la CBES de Saint-François

---

<sup>43</sup> BAnQ-E, FCBES, 1970-1976.

<sup>44</sup> *Ibid.*



implique toujours des jeunes adultes<sup>45</sup>. En effet, selon les données statistiques du tableau 1.7 qui comparent la période précédente (1960-1969) à celle-ci, la proportion du nombre d'adultes arrêtés entre 18 et 29 ans passe de 19,3 % à 30 %, tandis que le taux d'infraction pour les adultes entre 30 et 39 ans passe de 11,4 % à 17,9 %<sup>46</sup>. Ce sont donc les adultes les plus jeunes qui présentent toujours le taux d'infractions le plus élevé.

**Tableau 3.7**

**Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon l'âge des accusés, 1960-1976**

	<b>1960-1969</b>		<b>1970-1976</b>	
<b>Tranche d'âge des adultes accusés</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
18-29 ans	136	19,30 %	62	30,0 %
30-39 ans	80	11,40 %	37	17,9 %
40-49 ans	67	9,50 %	17	8,2 %
50-59 ans	19	2,70 %	7	3,4 %
60 ans et plus	10	1,40 %	2	1,0 %
Non disponible	391	55,60 %	82	39,6 %
<b>Total</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Il s'avère que dans les années 1970, le portrait des adultes que dressait le juge Beaudry pour la période précédente, soit des individus « ayant une forte difficulté à respecter leurs devoirs familiaux et la sécurité des enfants<sup>47</sup> » est toujours valable. Au final, les renseignements concernant le genre, l'âge et le type de relation entre les accusés adultes et les mineurs impliqués nous offrent la chance d'observer les

<sup>45</sup> BAnQ-E, FCBES, 1970-1976.

<sup>46</sup> *Ibid.*, 1960-1976.

<sup>47</sup> Ce propos est formulé par le Juge Beaudry (1964-1970) lors du procès d'un jeune adulte de 21 ans comparaissant devant la CBES de Saint-François.

transformations sociales de la société estrienne lors des dernières années de la CBES de Saint-François.

#### **4- Les dernières décisions rendues par les juges de la CBES de Saint-**

##### **François**

Les premiers points de vue résolument critiques à s'exprimer publiquement contre la LPJ telle qu'elle apparaît dans les statuts refondus du Québec de 1964, proviennent de l'intérieur même du système judiciaire et, plus particulièrement, des juges.<sup>48</sup>

De 1970 à 1976, quatre juges sont en services à la CBES de Saint-François : P. Beaudry (1963-1970), J. Rouillard (1974-1976), A. Gobeil (1975-1977) et G. Therriault (1976-1977). Considérant leur place éminente au sein de la Cour, il importe d'offrir un aperçu du processus décisionnel lors des dernières années de la CBES.

##### **4.1 L'incorporation tardive des avocats**

Au fil des chapitres, nous avons démontré comment la présentation des plaidoyers importe lors des verdicts du juge de la CBES de Saint-François. Rappelons-nous qu'entre 1960 et 1969, 46,9 % des adultes accusés avaient plaidé originellement coupables aux différents chefs d'accusation, 16,9 % plaidaient non-coupable et 5,8 % avaient changé leurs plaidoyers de non-coupable à coupable<sup>49</sup>. Or, il semble que la tendance des plaidoyers se modifie largement lors des dernières années de la CBES. Selon notre banque de données, la proportion des adultes accusés qui plaident coupables diminue de 46,9 % à 32,9 % entre 1960 et 1976, tandis que le taux des adultes qui

---

<sup>48</sup> Renée Joyal, « Les lois de protection de la jeunesse : Un accommodement historique sous le signe du paternalisme d'État et d'Église », dans Renée Joyal (dir.), *Entre surveillance et compassion : L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 174.

<sup>49</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1969.

plaident non coupables augmente de 16,9 % à 29,5 %<sup>50</sup>. Aussi, le pourcentage de cas impliquant un changement de plaidoyer baisse de 5,8 % à 4,8 %<sup>51</sup>. À l'examen des données, nous constatons alors qu'en moyenne le nombre d'adultes accusés qui plaident leur innocence s'accroît considérablement.

**Tableau 3.8**

**Distribution du nombre de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de Saint-François selon le plaidoyer des accusés, 1950-1976**

	1950-1959		1960-1969		1970-1976	
	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)	Nb de dossiers d'adultes	Proportion (%)
Coupable	274	41,8 %	330	46,9 %	68	32,9 %
Non-coupable	136	20,8 %	119	16,9 %	61	29,5 %
Non-coupable à coupable	20	3,1 %	41	5,8 %	10	4,8 %
Non disponible	225	34,4 %	213	30,1 %	68	32,9 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrie.

Il est de notre opinion qu'un des facteurs fondamentaux de cette évolution réside dans la présence accrue des avocats dans les affaires judiciaires. Alors qu'au début de la période étudiée l'existence des avocats reste rare au cours des procès, leur présence devant la CBES devient presque systématique vers la fin des années 1960 et le début des années 1970<sup>52</sup>. Entre 1970 et 1976, plus du tiers des affaires judiciaires comportent un

<sup>50</sup> BAnQ-E, FCBES, 1960-1976.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> Frédéric Moisan, « Le traitement judiciaire des jeunes délinquants à la Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1977 », Mémoire de maîtrise (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2011, p. 88.

avocat qui vient à la défense de l'individu accusé. Comme l'explique Frédéric Moisan : « Comme dans un tribunal criminel, l'avocat se fait le garant du respect des procédures et de la transparence de la justice<sup>53</sup> ». Par exemple, « il peut forcer le juge à ordonner un examen psychiatrique ou médical afin d'exercer une influence sur la décision finale dudit juge<sup>54</sup> ». Si les avocats ne trouvent pas les attendus de la Cour suffisamment pertinents pour condamner un accusé, ceux-ci peuvent conseiller aux accusés de reconsidérer leur plaidoyer devant la CBES. De ce fait, les avocats ont non seulement une influence considérable sur le déroulement des procès, mais peuvent, préalablement, influencer largement sur le plaidoyer des accusés.

#### **4.2 La complexification des dossiers judiciaires**

Précédemment, nous avons constaté que l'enquête sociale prend une place de plus en plus considérable dans les décisions du magistrat au cours des années 1960. Vers les années 1970, il semblerait que les rapports d'enquête et les formulaires bureaucratiques se complexifient eux aussi et atteignent des proportions inattendues à l'intérieur de la Cour. Notamment, la proportion d'affaires judiciaires dans lesquelles un rapport est rédigé passe de 47,5 % à 78,3 %<sup>55</sup>. Selon le tableau 1.9 (voir ci-dessous), la période des années 1970 est marquée par une hausse de 30,8 % dans la documentation judiciaire de la CBES de Saint-François<sup>56</sup>.

---

<sup>53</sup> Moisan, *op. cit.*, p. 88.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>55</sup> BAnQ-E, FCBES, 1970-1976.

<sup>56</sup> *Ibid.*

Tableau 3.9

**Proportion de dossiers d'adultes comparaissant devant la CBES du district de  
Saint-François incluant un rapport de spécialiste, 1950-1976**

	<b>Nb total de dossiers d'adultes dans la CBES</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes avec un rapport</b>	<b>Proportion (%)</b>
<b>1950</b>	20	2	10,0 %
<b>1951</b>	178	34	19,1 %
<b>1955</b>	457	88	19,3 %
<b>Sous-total</b>	<b>655</b>	<b>124</b>	<b>18,9 %</b>
<b>1960</b>	600	278	46,3 %
<b>1965</b>	103	56	54,4 %
<b>Sous-total</b>	<b>703</b>	<b>334</b>	<b>47,5 %</b>
1970	168	129	76,8 %
1976	39	33	84,6 %
<b>Sous-total</b>	<b>207</b>	<b>162</b>	<b>78,3 %</b>
<b>Total</b>	<b>1565</b>	<b>620</b>	<b>39,6 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrée.

La hausse des rapports dans les affaires judiciaires traitées par la CBES indique, selon notre étude, une sophistication de l'analyse menée par la Cour. En effet, entre 1970 et 1976, les rapports et les formulaires rédigés soit par la police, le personnel de la Cour et/ou les professionnels de la jeunesse deviennent de plus en plus présents dans les dossiers. On assiste ainsi à une complexification de la prise d'information. La totalité des renseignements familiaux et personnels concernant les adultes accusés est désormais notée dans un formulaire dactylographié où doivent figurer beaucoup d'informations, en particulier le nom, l'âge, le rapport entre l'adulte et la famille, le statut professionnel, etc.<sup>57</sup>. Par ailleurs, dès 1970, la description du contexte familial devient plus extensive et

---

<sup>57</sup> BAnQ-E, FCBES, 1976.

peut s'étaler sur plus de trois pages<sup>58</sup>. Si l'on compare les cas de 1955 et ceux de 1976, nous constatons que les rapports de 1955 sont sporadiques et succincts lorsqu'ils existent, tandis que les rapports de 1976 sont constants et uniformisés. Dorénavant, les juges ajournent temporairement les causes pendant des semaines, voire des mois, pour accumuler suffisamment d'informations sur l'accusé et sa situation familiale<sup>59</sup>. C'est donc dire que le développement des documents judiciaires devient un élément essentiel du processus décisionnel de la CBES de Saint-François.

## **5- Les derniers jugements de la CBES de Saint-François**

Pour les années 1950 à 1969, nous avons observé dans les chapitres précédents une hausse des condamnations avec sursis et des amendes sous peine de prison dans l'évolution des jugements de la CBES de Saint-François. Or, à partir de 1970, les principales condamnations prononcées par la Cour sont les ajournements et suspensions *sine die* (sans fixer de jour) et les amendes.

### **5.1 La dernière distribution des jugements de la CBES**

En examinant les données portant sur les décennies antérieures, nous avons constaté que les jugements rendus par la Cour étaient essentiellement indulgents. Il est bon de rappeler qu'entre 1960 et 1969, les juges délaissent l'utilisation des sentences *sine die* (53,4 % > 34,3 %), en faveur des condamnations avec sursis (24,9 % > 29,3 %) et des amendes sous peine de prison (3,1 % > 13,8 %)<sup>60</sup>. Or, dès 1970, il semble que les jugements *sine die* reprennent leur statut prédominant à la CBES, supplantant rapidement les condamnations avec sursis et les amendes sous peine de prison. En effet,

---

<sup>58</sup> BAnQ-E, FCBES, 1976.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> *Ibid.*, 1960-1969.

selon la base de données, la proportion des dossiers dans lesquels une sentence est ajournée ou suspendue *sine die* passe de 34,3 % à 44,9 % entre 1960 et 1976, tandis que les condamnations avec sursis diminuent radicalement de 29,3 % à 7,2 %, soit de 206 cas à 15<sup>61</sup>. À l'exception du taux des amendes (0,9 % > 6,8 %) et des pardons (6 % > 12,6 %), la proportion des emprisonnements et des amendes sous peine de prison se modifie de seulement 1 % ou 2 %<sup>62</sup>.

**Tableau 3.10**

**Distribution des cas d'adultes accusés comparaisant devant la CBES de Saint-François selon les jugements du juge, 1950-1976**

	<b>1950-1959</b>		<b>1960-1969</b>		<b>1970-1976</b>	
<b>Sentences</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>	<b>Nb de dossiers d'adultes</b>	<b>Proportion (%)</b>
Ajournée/suspendue <i>sine die</i>	350	53,40 %	241	34,30 %	93	44,9 %
Suspendue sous conditions	163	24,90 %	206	29,30 %	15	7,2 %
Emprisonnement	30	4,60 %	46	6,50 %	11	5,3 %
Amende	3	0,50 %	6	0,90 %	14	6,8 %
Amende sous peine de prison	21	3,20 %	97	13,80 %	24	11,6 %
Acquitté/plainte retirée	20	3,10 %	42	6 %	26	12,6 %
Non disponible	68	10,40 %	65	9,30 %	24	11,6 %
<b>Total</b>	<b>655</b>	<b>100 %</b>	<b>703</b>	<b>100 %</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

Sources : Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, 1950-1976. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre de l'Estrée

Un examen approfondi des dernières affaires judiciaires de la CBES nous révèle que la majorité des condamnations avec sursis sont maintenant incorporées aux

<sup>61</sup> BAnQ, FCBES, 1970-1976.

<sup>62</sup> *Ibid.*

ajournements et aux suspensions *sine die* lors des procès. Par le passé, les ajournements et les suspensions sous conditions sans fixer de jour n'offraient pas de solutions véritables aux problèmes accablant la cellule familiale, car les fautifs étaient rappelés devant la Cour quelques mois plus tard. Or, dès 1970, les juges de la CBES commencent à prononcer des condamnations avec sursis selon un temps prédéterminé. Ceci permet à la Cour de rappeler le fautif après le temps défini afin de garantir le respect des conditions assorties à la sentence. Lorsque le juge est finalement satisfait du comportement de l'accusé, celui-ci peut fermer le dossier *sine die*<sup>63</sup>. Par exemple, lors d'une affaire judiciaire liée à des voies de fait, l'accusé est traduit devant la CBES de Saint-François et sa condamnation est suspendue sous la condition 1<sup>64</sup> pour deux mois<sup>65</sup>. Deux mois après la sentence initiale, l'accusé est alors rappelé devant le juge de la CBES pour estimer si son comportement respecte les conditions de la condamnation ; si tel est le cas, le dossier est fermé *sine die*. Cette stratégie de traitement transforme la nature des jugements de la Cour, car elle donne aux victimes une protection plus solide qu'auparavant. Contrairement à ce qui prévalait au cours de la première décennie d'existence de la CBES de Saint-François, les victimes ne sont donc plus à la merci des fautifs dès la fin du procès, mais se retrouvent sous la protection constante de la Cour.

---

<sup>63</sup> BAnQ, FCBES, 1976.

<sup>64</sup> Voir Annexe → Condition 1 : De ne pas faire d'abus ou usage de boissons ou liquides alcooliques.

<sup>65</sup> BAnQ, FCBES, 1976.



## **Conclusion**

Ce troisième chapitre avait pour objectif d'examiner l'évolution finale du traitement judiciaire des adultes lors des dernières années de la CBES du district de Saint-François. L'étude que nous avons effectuée dans les dossiers judiciaires de 1970 et 1976 nous a ainsi permis de cerner de plus près le profil des adultes comparaissant devant la CBES de Saint-François, de même que les moyens mis à la disposition pour traduire la délinquance juvénile. L'un des traits distinctifs de la période est certainement la diminution des pères accusés. Ce sont désormais des hommes extérieurs à la famille des jeunes qui sont les plus nombreux à se présenter devant la Cour. L'autre grande caractéristique de la période est la diminution drastique des dossiers d'adultes. Dans les années 1970, les acteurs de la Cour adaptent les méthodes de traitement selon les besoins de la population et modernisent le processus décisionnel de la justice juvénile. Après l'analyse des dossiers, nous constatons que la CBES du district de Saint-François est marquée par un important mouvement de « déjudiciarisation » des problèmes familiaux et les adultes qui comparaissent devant cette Cour, désormais, appartiennent dorénavant à l'univers « extrafamilial » des mineurs concernés. Il s'agit-là d'une très grande évolution, annonciatrice des réformes de la protection des mineurs au Québec qui seront marquées par l'adoption de la *Loi de la protection de la jeunesse* de 1977 et par la formation du Tribunal de la jeunesse.

## CONCLUSION

Le traitement judiciaire des adultes par la Cour de Bien-Être est un sujet qui n'avait jamais été abordé jusqu'ici par l'historiographie contemporaine portant sur la protection des mineurs au Québec. Le but de cette recherche était donc d'éclairer sous un angle original l'évolution du traitement de la délinquance juvénile en analysant essentiellement le profil des adultes ayant comparu à la Cour de Bien-Être social du district de Saint-François entre 1950-1977. Nous voulions analyser le rôle de la Cour en tant que régulatrice des tensions sociales et familiales au sein de la société québécoise et comprendre les divers usages et interprétations que celle-ci faisait de la *Loi concernant les jeunes délinquants* dans le cadre de ses activités. Conséquemment, l'hypothèse était que le profil type des adultes se modifie au cours des années 1960 grâce au phénomène de la « déjudiciarisation », mais qu'il faut attendre plus précisément les années 1970 pour observer une coupure franche avec la régulation familiale des années 1950.

Dans le premier chapitre, nous avons constaté qu'au moment de la création des CBES, en 1950, la justice juvénile est encore largement tributaire des principes fondateurs établis au début du XX<sup>e</sup> siècle. Entre 1950 et 1959, si une personne est capable d'entretenir l'idée que le développement de l'enfant est en danger, celle-ci peut faire arrêter une autre personne adulte sous prétexte d'un mauvais comportement (adultère, concubinage, abandon, etc.). Comme en fait foi notre banque de données, les adultes du district de Saint-François occupent la moitié des affaires de la Cour et semblent liés au concept de la régulation familiale plutôt que la protection de la jeunesse. Dans les dossiers judiciaires des années 1950, les accusés sont principalement des pères de famille qui délaissent leurs responsabilités à l'égard de la cellule familiale.

Dans l'ensemble, les actes d'ivrognerie et de négligence occupent la majorité des affaires et les jugements sont caractérisés par une majorité d'ajournements et de suspensions *sine die* afin de laisser à la famille la chance de retrouver une stabilité. En raison du caractère flou des articles de la LJD, principalement de l'article 33, le discours de la CBES est fragile et, bien souvent, la formulation législative ouvre la porte à des interprétations multiples de la délinquance juvénile. Toutefois, la CBES est en pleine expansion. Dès 1950, un enfant « âgé de plus six ans et de moins de dix-huit ans, particulièrement exposé à des dangers moraux ou physiques en raison de son milieu ou d'autres circonstances spéciales en vertu de la *Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse*<sup>66</sup> » tombe sous la juridiction de la Cour et, progressivement, la pratique de la CBES, comme les enquêtes et les condamnations, se développe pour améliorer l'encadrement de la cellule familiale.

Après l'examen de notre échantillon de dossiers des années soixante, nous avons constaté que le profil des adultes accusés change lentement lors de cette période. Les attentes sociales changent à l'endroit du père de famille pour qu'il commence à prendre un rôle plus actif dans l'éducation des enfants. La mère, pour sa part, sort de la sphère privée pour s'épanouir personnellement. Dès 1960, on observe une tendance à la « déjudiciarisation » des conflits familiaux qui commence à provoquer des changements importants au sein de la CBES. En effet, les dossiers relatifs aux discordes des adultes disparaissent complètement de la Cour, laissant la place aux cas les plus lourds de la justice juvénile (violence juvénile, délits à caractère sexuel, etc.). Cette réorientation permet alors à la CBES de s'inscrire dans le contexte de la Révolution tranquille et dans la lignée des transformations sociales et judiciaires de la société, renouvelant son

---

<sup>66</sup> Cliche, *op. cit.*, p. 242.

administration et le traitement de la délinquance juvénile. L'enquête sociale commence à faire son apparition, le modèle traditionnel des rôles parentaux est progressivement remis en question et le processus décisionnel des juges, lors des procès, devient de plus en plus étayé et codifié. Le magistrat utilise même des techniques punitives particulières pour condamner les adultes fautifs (les condamnations avec sursis et les amendes sous peine de prisons).

Enfin, dans le troisième et dernier chapitre de ce mémoire, nous avons noté que le profil des adultes accusés se modifie amplement au cours de la période 1970. En outre, il semblerait que les effets de la « déjudiciarisation » des problèmes familiaux entraînent continuellement une diminution des cas d'adultes dans les archives judiciaires. Les cas « intrafamiliaux » sont remplacés par les affaires « extrafamiliales » et le Code criminel canadien est maintenant utilisé avec la LJD afin de régulariser les affaires judiciaires. Durant cette période, le personnel adapte aussi les méthodes de traitement et modernise davantage le processus décisionnel de la Cour. Le rapport entre les adultes et la justice juvénile est remanié et le magistrat développe une manière plus transparente d'établir et d'émettre ses jugements lors des procès, notamment à l'aide des rapports d'enquête. Finalement, les infractions condamnées par le juge deviennent de plus en plus axées sur la sécurité physique et le bien-être personnel des enfants, ce qui, auparavant, n'était pas complètement le cas. En somme, l'examen de la CBES de Saint-François pour la période de 1950 à 1977 démontre que le profil des adultes accusés subit d'importants changements au fil des décennies.

Tout au long de cette recherche, nous avons analysé l'évolution du traitement des adultes au sein de la CBES en mettant exclusivement l'accent sur le district de Saint-François. Beaucoup reste donc à faire pour mieux comprendre le fonctionnement et

l'impact de cette deuxième génération de tribunaux pour mineurs à travers l'ensemble du Québec. Il serait ainsi intéressant dans le futur, d'élargir le chantier de recherche pour étudier les dossiers d'autres districts du Québec afin de présenter, dans une perspective comparative, une image globale du traitement de la délinquance juvénile dans la période 1950-1977. Aussi, il serait fascinant d'effectuer un rapprochement entre les dossiers d'enfants délinquants et celui des adultes inculpés. Est-ce que la faute la plus souvent reprochée aux adultes — entraîner un mineur dans la délinquance — avait vraiment une incidence sur les jeunes? Nous pourrions ainsi établir l'impact réel des actions considérées nocives à l'égard des mineurs, tout en démontrant le rôle exact des adultes dans le développement de la délinquance juvénile. Finalement, une dernière ouverture, inspirée de l'historiographie contemporaine de la justice juvénile, nous mène aussi à nous interroger sur l'impact tangible des CBES dans l'histoire du Québec. Les CBES du Québec symbolisent une transition entre les débuts de la justice juvénile canadienne et l'instauration du Tribunal de la jeunesse et de la *Loi sur la protection de la jeunesse* de 1977. Or, pourquoi l'historiographie relative à cette institution semble-t-elle si peu développée, tandis que les recherches concernant la Cour des jeunes délinquants de Montréal et du Tribunal de la jeunesse sont nombreuses? Les CBES ne sont-elles pas une étape importante dans l'évolution de la protection de l'enfance? La Cour n'avait-elle pas des traits judiciaires qui caractérisent encore la justice d'aujourd'hui? Voilà quelques pistes de recherches qui pourraient être explorées afin d'approfondir davantage le sujet et d'en apprendre un peu plus sur la place des adultes et des CBES dans la justice juvénile québécoise.

## BIBLIOGRAPHIE

### **Fonds d'archives**

Fonds Cour de Bien-Être social pour le district de Saint-François, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de l'Estrie. Cote : TL485.

### **Législations**

*Loi concernant les jeunes délinquants* (S.C. 1908, c. 40 et S.C. 1929, c. 46.)

*Loi relatif aux devoirs tendant à la conservation de la vie* (S.C. 1947, c. 36.)

*Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse* (S.Q. 1950, c. 11)

*Loi modifiant la Loi des écoles de protection de la jeunesse* (S.Q. 1951, c. 56.)

*Loi concernant la protection de la jeunesse* (S.Q. 1960, c. 42.)

### **Ouvrages généraux**

GODIN, Pierre. *La fin de la grande noirceur, La révolution tranquille vol. I*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 502 p.

———. *La difficile recherche de l'égalité, La révolution tranquille vol. II*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 408 p.

KESTEMAN, Jean-Pierre, Peter SOUTHAM et Diane ST-PIERRE. *Histoire des Cantons de l'Est*. Laval, Les Éditions de l'IQRC, 1998, 829 p.

### **Études spécifiques**

A. MORIN, André. *Principes de responsabilité en matière de délinquance juvénile au Canada*. Montréal, Wilson et Lafleur ltée, 1992, 208 p.

B.-DANDURAND, Renée. « Peut-on encore définir la famille ? ». Dans Fernand DUMONT, dir. *La société québécoise après 30 ans de changements*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1979, p. 49-66.

BIENVENUE, Louise. « La rééducation totale des délinquants à Boscoville (1941-1970). Un tournant dans l'histoire des régulations sociales ». *Recherches sociographiques*, vol. 50, n° 3 (sept.-déc. 2009), p. 507-536.

BLANCHETTE, Alexandre. « Vous avez le droit... Le processus d'élaboration et d'adoption de la Loi sur la Protection de la Jeunesse (1971-1977) ». Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2008, 173 p.

- BOUFFARD, Donald. « Étude du rôle de l'officier de probation : analyse du consensus de la conception du rôle de l'officier de probation travaillant auprès des jeunes délinquants ». Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, (criminologie) 1969, 131 p.
- CLICHE, Marie-Aimée. *Maltraiter ou punir ? : La violence envers les enfants dans les familles québécoises, 1850-1969*. Montréal, Boréal, 2007, 418 p.
- . « “Est-ce une bonne méthode pour élever les enfants ?” Le débat sur les punitions corporelles dans les courriers du cœur au Québec de 1925 à 1969 ». *The Canadian Historical Review*, vol. 82, n° 4 (déc. 2001), p. 662-689.
- COMACCHIO, Cynthia. « ‘A Poscript for Father’: Defining a New Fatherhood in Interwar Canada ». *The Canadian Historical Review*, vol. 73, n° 3 (sept. 1997), p. 385-408.
- Conférence internationale de l'Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'Enfance et de l'adolescence. *Parents et jeunes face à l'inadaptation juvénile*, Paris, Évian, 1966, 168 p.
- D'AMOURS, Oscar. « Survol historique de la protection de l'enfance au Québec de 1608 à 1977 ». *Service social*, vol. 35 (1986), p. 386-415.
- DELEURY, Edith. « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité ». *Les Cahiers de droit*, vol. 15, n° 4 (1974), p. 779-870.
- DELUMEAU, Jean et Daniel ROCHE. *Histoire des pères et de la paternité*. Paris, Larousse, 2000, 535 p.
- DESCARRIES, France et Christiane CORBEIL. « Penser la maternité : les courants d'idées au sein du mouvement contemporain des femmes ». *Recherches sociographiques*, vol 32, n° 3 (1991), p. 347-366.
- DESLAURIERS, Ignace-J. *Les Tribunaux du Québec et leurs juges : Cour provinciale, Cour des sessions de la paix, Tribunal de la jeunesse, Cour municipale*. Cowansville, Éditions Y. Blais, 1986, 271 p.
- DUBOIS, Pierre et Jean TRÉPANIER. « L'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 : étude comparée des quotidiens montréalais et torontois ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3 (hiver 1999), p. 345-382.
- DUHAIME, Vincent. « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (printemps 2004), p. 535-566.

- DUMONT, Hélène. *Le contrôle judiciaire de la criminalité familiale dans le contexte de la création d'un tribunal de la famille*. Montréal, Les Éditions Thémis, 1986, 233 p.
- DURAND-BRAULT, Ginette. *La protection de la jeunesse au Québec*. Montréal, Boréal, 1999, 121 p.
- FOURNIER, Ginette et Jacques DUVAL. « L'autorité dans la famille ». *Les Cahiers de droit*, vol. 07, n° 2 (1966), p. 194.
- FRÉCHETTE, Marcel et Marc LEBLANC. *Délinquances et délinquants*. Chicoutimi, G. Morin, 1987, 384 p.
- GARIGUE, Philippe. *La vie familiale des Canadiens-français*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970, 142 p.
- GELLES, Richard. *The Violent Home: A Study of Physical Agression Between Husband and Wives*. Beverly Hills, Californie Sage, 1972, 230 p.
- GLEASON, Mona. « Disciplining Children, Disciplining Parents: The Nature and Meaning of Advice to Canadian Parents, 1945-1955 ». *Histoire sociale/Social History*, vol. 29, n° 57 (1996), p. 197-209.
- GOLZ, Annalee. « Family Matters - The Canadian Family and The State in the Postwar Period ». *Left History*, vol. 1, n° 2 (1993), p. 09-50.
- GORDON, Linda. *Heroes of Their Own Lives. The Politics and History of Family Violence. Boston, 1880-1960*. New York, Penguin Books, 1988, 416 p.
- GOSSAGE, Peter. « Au nom du père ? Rethinking the History of Fatherhood in Quebec ». *American Review of Canadian Studies*, vol. 44, n° 1 (2014), p. 49-67.
- HASTINGS, Ross. « La criminalisation de la jeunesse : les tendances au Canada ». *Déviance et société*, vol. 33 (2009), p. 351-365.
- HENAFF, Gaël. « L'enfant, l'âge et le discernement ». *Lien social et Politiques*, n° 44 (2000), p. 41-50.
- JOYAL, Renée. *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*. Sainte-Foy, Presses de l'Université de Québec, 2000, 227 p.



JOYAL, Renée. « Les lois de protection de la jeunesse — Un accommodement historique sous le signe du paternalisme d'État et d'Église ». Dans Renée JOYAL, dir. *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*. Sainte-Foy, Presses de l'Université de Québec, 2000, p. 163-178.

———. « L'Acte concernant les écoles d'industries (1869) : une mesure de prophylaxie sociale dans un Québec en voie d'urbanisation ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, n° 2 (automne 1996), p. 227-240.

———. *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 : jalons*. Montréal, Hurtubise HMH, 1999, 319 p.

———. « La famille entre l'éclatement et le renouveau : la réponse du législateur ». Dans Renée B.-DANDURAND, dir. *Couples et parents des années quatre-vingt*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. Coll. « Questions de culture », chapitre 10.

———. « L'enfant et la loi : à la recherche d'un statut ». *Cahiers québécois de démographie*, vol. 23 (1994), p. 243-256.

JOYAL, Renée et Mario PROVOST. « La Loi sur la protection de la jeunesse de 1977 — Une maturation laborieuse, un texte porteur ». Dans Renée JOYAL, dir. *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*. Sainte-Foy, Presses de l'Université de Québec, 2000, p. 179-222.

LE BOURDAIS, Céline, Pierre J. HAMEL et Paul BERNARD. « Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois ». *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 1 (1987), p. 37-55.

LEFAUCHEUR, Nadine. « L'enfant au cœur des politiques sociales ». *Lien social et Politiques*, n° 44 (2000), p. 5-10.

LEMIEUX, Denise et Michelle COMEAU. *Le mouvement familial au Québec, 1960-1990 : une politique et des services pour les familles*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002, 297 p.

MALOUIN, Marie-Paule. *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*. Montréal, Éditions Bellarmin, 1996, 458 p.

MARSHALL, Dominique. *Aux origines de l'État-providence : familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

MÉNARD, Sylvie. *Des enfants sous surveillances, La rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*. Montréal, VLB Éditeur, 2003, 247 p.

- MERCIER, L. « Le quotidien et le partage des tâches ». Dans : Denise LEMIEUX, dir. *Familles d'aujourd'hui*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 143-155.
- MOISAN, Frédéric. « Le traitement judiciaire des jeunes délinquants à la Cour de Bien-Être social pour le district de St-François, 1950-1977 ». Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2011, 111 p.
- . « “Plus une œuvre qu’un tribunal punisseur” : les jeunes délinquants devant la Cour de Bien-Être social, 1950-1977 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 65, n° 2-3 (2011-2012), p. 283-305.
- MORIN, Sandra. « Autorité parentale et patriarcat d'État au Canada ». *Revue générale de droit*, vol. 39, n° 1 (2009), p. 127-201.
- NIGET, David. *La naissance du tribunal pour enfants, Une comparaison France-Québec (1912-1945)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 417 p.
- PLECK, Elizabeth. *Domestic Tyranny The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*. New York, Oxford University Press 1987, 273 p.
- PLOUFFE, Caroline. « Aspects historiques liés à l'évolution de la notion d'enfance en besoin de protection dans la société québécoise ». Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (Service social) 1991, 158 p.
- POIRIER, Robert. « La négociation des sentences du point de vue des avocats de la défense ». *Criminologie*, vol. 20, n° 2 (1987), p. 57-68.
- PROVOST, Mario. « Le mauvais traitement de l'enfant, Perspectives historiques et comparatives de la législation sur la protection de la jeunesse ». *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 22 (1991), p. 1-26.
- ROY, Michelle. « L'évolution de la figure paternelle dans les publicités du journal sherbrookoise, La Tribune, au XX<sup>e</sup> siècle ». Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, (histoire) 2007, 174 p.
- SOHN, Ann-Marie. *Chrysalides. Femme dans la vie privée (XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles)*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, 450 p.
- STRONG-BOAG, Veronica. « Home Dreams: Women and the Suburban Experiment in Canada, 1945–60 ». *The Canadian Historical Review*, vol. 72, n° 4 (1991), p. 471-504.
- TRÉPANIÉ, Jean. « La justice des mineurs au Québec : 25 ans de transformations (1960-1985) ». *Criminologie*, vol. 19, n° 1 (1986), p. 198-213.

TRÉPANIER, Jean. « Protéger pour prévenir la délinquance. L'émergence de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 et sa mise en application à Montréal ». Dans Renée JOYAL, dir. *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*. Sainte-Foy, Presses de l'Université de Québec, 2000, p. 49-97.

TRÉPANIER, Jean et Françoise TULKENS. *Délinquance et protection de la jeunesse, aux sources des lois belges et canadiennes sur l'enfance*. Bruxelles, De Boeck, 1995, 139 p.

## ANNEXE

### Liste des conditions de la CBES utilisées entre 1950 et 1977

1. De ne pas faire d'abus ou usage de boissons ou liquides alcooliques;
2. De ne pas tolérer personnes chez eux pour boire, ni jeunes ou vieux; De ne pas vendre d'alcool à des moins de 18 ans;
3. Qu'il ou elle ne communique, reste, rencontre ou n'aille plus avec..., d'aucune manière;
4. Qu'il ou elle ait une conduite irréprochable, exemplaire ou bonne; Qu'il ou elle soit un bon mari ou bonne épouse et s'occupe de sa famille;
5. Qu'il ou elle ne se mêle ou sort pas avec des jeunes de 18 ans et moins;
6. Qu'il ou elle se rapporte à la Cour, au Chef de police ou au curé au moins une fois par mois, quand il lui sera dit de rapporter sa conduite, ses enfants, sa conduite, son accouchement, etc. ;
7. Qu'il ou elle nous envoie tous changement d'adresse; Quitte la ville;
8. Qu'il ou elle fournisse un certificat de bonne conduite produit par le curé, le Chef de police ou le maire;
9. Qu'il ou elle soit fidèle à son époux ou son épouse; Qu'il ou elle n'endure plus de relations malhonnête; Qu'il ou elle n'ait plus de relations sexuelles avec d'autres hommes ou femmes; Qu'il ou elle ne garde pas en sa possession aucun appareil anticonceptionnel;
10. Qu'il ou elle donne sa démission à...;
11. De ne plus aller voir sa femme et ses enfants pour aucune considération, encore moins en boisson;
12. Qu'il ou elle paie... par semaine, quand il ou elle travaille plein temps ou une somme moindre quand il ou elle pourra travailler; Qu'il ou elle trouve du travail pour remplir ses obligations; Que le chèque des allocations soit dépensé pour les enfants, pas pour les dépenses exagérées;
13. De ne pas induire ou tolérer des jeunes à boire;
14. De ne plus aller à...;

- 15.** Qu'il ou elle ne maltraite ou menace pas ses enfants et son épouse ou époux;
- 16.** Qu'il ou elle n'achète jamais d'articles volés;
- 17.** De ne pas troubler la paix publique, le voisinage ou le foyer familial;
- 18.** Qu'il ou elle ne sacre ou blasphème plus devant les enfants; Qu'il ou elle ne se chicane plus à la maison; Qu'il ou elle ne fait plus de reproche ou rancune à sa femme ou son mari;
- 19.** De ne pas laisser les enfants seuls et de s'occuper des enfants;
- 20.** Acheter une télévision;
- 21.** Qu'il ou elle fasse son devoir religieux ou familial;
- 22.** Qu'il ou elle s'enrôle dans les alcooliques anonymes ou le cercle Lacordaire et suivre les règlements;
- 23.** Qu'il ou elle dépose un cautionnement de... payable de... par semaine; Qu'il ou elle paye des frais...;
- 24.** De retourner sous la surveillance des religieuses, la maison St-Madeleine à Québec ou le Patronage St-Geneviève;
- 25.** Qu'il ou elle rentre plutôt ou à des heures raisonnables à la maison; Qu'il ou elle couche à la maison tous les soirs;
- 26.** Qu'il ou elle demeure chez son père, frère, mari, etc. ;
- 27.** Qu'il ou elle observe à la lettre la loi des commissions des liqueurs ou d'autres lois;
- 28.** Qu'il ou elle oublie le passé et ne plus en parler;
- 29.** Lorsque les époux sortent, qu'ils sortent ensemble;
- 30.** Qu'il ou elle ne laisse pas ses enfants chez sa mère; Qu'il ou elle empêche sa mère de venir à la maison;
- 31.** Qu'il ou elle fournisse un cautionnement personnel pour garder la paix ou à défaut il est condamné à un emprisonnement de... de prison;
- 32.** Qu'il ou elle aille faire prendre son portrait et ses empreintes digitales;
- 33.** Qu'il ou elle ne règle pas ses différends avec sa femmes ou son mari en cas de mésentente mais qu'il ou elle cherche conseils;

34. Qu'il ou elle ne reçoit ou garde plus aucun jeune dans sa maison; Qu'il ou elle abandonne sa maison de chambre pour les jeunes; Qu'il ou elle ne parte pas une autre maison à l'avenir;
35. Qu'il ou elle ne travaille pas hors de son foyer; Qu'il ou elle prenne tout le temps voulu pour l'éducation de ses enfants;
36. De se conformer aux conditions, annexes et signatures de la sentence;
37. Qu'il ou elle aide son père à vivre;
38. Que s'il lui est permis par les parents de la jeune fille de courtiser, qu'il le fasse d'une façon irréprochable sous tout rapport;
39. Qu'il ou elle n'habite jamais sous le même toit que sa sœur et de ne jamais sortir en automobile avec elle;
40. Qu'il ou elle se soumette aux traitements ou la cure du docteur... et en assume les frais;
41. Qu'il ou elle aura le droit de sortir avec des hommes ou des femmes respectables dans le but du mariage;
42. Qu'il ou elle se réfère à la CBES pour régler le conflit familial;
43. Qu'il ou elle arrête les jeux de cartes ou tout jeux de hasards à l'extérieur;
44. Qu'il ou elle rentre et se fasse traiter au sanitorium;
45. Qu'il ou elle rembourse la somme de... à la ville d'ici deux mois;
46. Qu'il ou elle se conforme à la discipline de la dite maison St-Madeleine ou à une institution ou maison privée approuvée par cette cour;
47. Qu'il ou elle laisse le logis à Mr. ou Mme.... avec ce qu'il y a dedans.